# ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre • www.udc.ch • édition février 2018



**Immigration massive** 

Il faut agir maintenant si nous ne voulons pas d'une Suisse à 11 millions d'habitants.



#### **Syndicats corrompus?**

La libre circulation n'a rien apporté de ce qui avait été promis.



#### Diktat de l'UE

Un accord-cadre nous ferait disparaitre de l'échiquier international.





# Limiter l'immigration

Près d'un million d'hommes et de femmes ont immigré et se sont établis en Suisse depuis l'introduction de la libre circulation des personnes. Une Suisse à 10 millions d'habitants sera bientôt une réalité – avec les conséquences dramatiques qu'on aperçoit pour notre société et notre pays. La cause: un accord totalement irréaliste conclu avec Bruxelles qui donne à plus de 500 millions de ressortissants de l'UE le droit d'immigrer en Suisse. Les citoyennes et citoyens suisses doivent corriger cette situation avant qu'il ne soit trop tard et que notre prospérité soit définitivement compromise.

Depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes en 2007, l'immigration en Suisse échappe à tout contrôle. Cela fait longtemps qu'elle ne répond plus aux intérêts des Suisses et des étrangers vivant dans le pays.

#### Non à un droit à l'immigration

Avec son initiative populaire pour une immigration modérée, l'UDC entend limiter l'immigration à un niveau raisonnable. Le but est d'interdire à la Confédération d'accorder la libre circulation des personnes à d'autres Etats, donc de donner à des populations entières un droit d'immigrer librement en Suisse. Il faudra à cet effet renégocier l'accord conclu avec l'UE, voir le résilier s'il n'y a pas d'autre solution.

#### La prospérité est menacée

Si nous n'agissons pas dès à présent, nous ne reconnaîtrons bientôt plus notre pays et la prospérité acquise par le travail de plusieurs générations appartiendra au passé. Les entreprises helvétiques doivent bien entendu toujours avoir la possibilité de recruter à l'étranger les professionnels dont elles ont réellement besoin et qu'elles ne trouvent pas en Suisse. Il faut cependant que la Suisse puisse à nouveau décider souverainement du statut et du nombre d'immigrants qu'elle accepte. C'est la moindre des choses pour un Etat indépendant et c'est aussi la principale raison qui incite les Britanniques à quitter l'UE.

#### La libre circulation doit cesser

Voilà la seule manière de garantir que la population suisse et que chaque habitant de notre pays y trouve son compte. L'immigration de masse que nous subissons actuellement a pour effet qu'un nombre croissant de personnes doivent se partager le même «gâteau». L'initiative de limitation donne un mandat clair et net au Conseil fédéral et adresse un message explicite à l'UE: incontrôlée et nuisible, la libre circulation des personnes doit cesser.



#### Chères Suissesses Chers Suisses,

Il est grand temps que notre pays reprenne le contrôle de l'immigration sur son territoire et la limite à un niveau raisonnable. Or, l'accord conclu avec l'UE sur la libre circulation des personnes accorde à plus de 500 millions de citoyens de l'UE le droit d'immigrer et de s'établir en Suisse.

Hormis la Suisse, aucun Etat indépendant du monde n'a signé un tel accord avec presque un continent entier. Après plus de dix années d'immigration de masse qui n'a apporté aucun gain de prospérité aux citoyens, nous avons atteint un point où le peuple doit prendre une décision définitive en répondant aux questions suivantes: pouvons-nous encore supporter et financer une immigration aussi énorme et ne devrions-nous pas adopter une politique d'immigration moderne et adaptée à nos besoins?

Des Etats performants comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis ou

Suite à la page 2

LIBERTÉ ET PATRIE

Edition spéciale du canton de Vaud

#### **Editorial**

Suite de la page 1

encore la Grande-Bretagne, lorsqu'elle aura quitté l'UE, contrôlent et limitent de manière autonome l'immigration sur leur territoire. Jamais il ne leur viendrait à l'idée de céder cette compétence à des Etats tiers.

Avec notre initiative sur la limitation, nous donnons au Conseil fédéral le mandat de renégocier la libre circulation des personnes avec l'UE et nous empêchons qu'un accord du même genre puisse être conclu à l'avenir. Pour conforter la position du Conseil fédéral dans les négociations avec l'UE, il faut qu'une décision du peuple le contraigne de résilier l'accord si aucune autre solution satisfaisante ne peut être trouvée. Grâce à votre signature, Chères Concitoyennes et Chers Concitoyens, vous donnez au peuple suisse d'être du coté des nations modernes et souveraines qui veillent à une immigration contrôlée et modérée sur leur territoire. Voilà la seule manière d'empêcher que la population de notre pays franchisse bientôt le seuil des dix millions d'habitants et que nous soyons confrontés à des problèmes énormes, notamment à cause du financement des infrastructures, de la hausse des coûts du social et de la santé, ou encore en raison de la chute du niveau scolaire en raison d'une trop forte proportion d'étrangers dans les salles de classe.

Avec cette «Edition spéciale» l'UDC veut informer la population directement, ouvertement et honnêtement. Nous vous prions d'assumer vos responsabilités et de signer cette initiative afin d'assurer également à nos enfants un avenir prospère.



Albert Rösti, Président de l'UDC Suisse

#### Le saviez-vous?

Parallèlement au fiasco de la construc-Parallelement au fiasco de la construc-tion européenne et celui de sa défense, on observe le retour d'un certain natio-nalisme en Europe et le réarmement massif des Etats-Unis, de la Chine, de la Turquie, etc. C'est ainsi que, dans ce contexte, la Suisse articule avec prag-matisme sa sécurité nationale. Elle men notamment en place le Développement de l'armée au début 2018, un service de represignement revisité ainsi que de renseignement revisité ainsi qu l'acquisition de nouveau avions de combat. Avec l écente augmentation du udget de notre défense, des pas indispensables sont en train de se concrétise pour une sécurité natio-nale crédible.

#### **Impressum**

ÉDITION SPÉCIALE est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | tirage : 401'181 exemplaires Edition et rédaction : UDC Suisse, Secrétariat général Case postale | 3001 Berne | Tél. 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | info@udc.ch | www.udc.ch | Conception et graphiques: GOAL AG für Werbung und Public Relations, Crédits photos: iStockphoto, 123rf.com, KEYSTONE AG, admin.ch, parlament.ch, UDC Suisse, | caricatures : Lupo Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich AG.

Attention : ce journal n'est ni une publicité, ni une réclame mais une information politique. Il doit donc être déposé également dans les boîtes aux lettres munies d'ur autocollant refusant la publicité. Merci de votre

# La démocratie n'est pas un cadeau du ciel!

La démocratie est un acquis que nous devons défendre tous ensemble et en permanence. A une époque où nous sommes exposés chaque heure, voire chaque minute, à des nouvelles alarmantes provenant du monde entier, il est particulièrement important que nous ne perdions pas de vue nos valeurs qui ont fait la force de la Suisse. Le droit des citoyennes et des citoyens de voter au niveau communal, cantonal et fédéral, le droit d'élire les parlements et les gouvernements n'est pas un cadeau du ciel. C'est précisément ce système de la démocratie directe qui est au cœur de l'histoire à succès de la Suisse et qu'il faut défendre chaque jour.

#### Sécurité et fiabilité

La sécurité des habitants est d'une importance capitale pour un petit pays indépendant comme la Suisse. En tant que membre du Conseil national, j'ai l'occasion de participer à un grand nombre de manifestations et de rencontres à divers endroits. La diversité des êtres humains et des régions de Suisse m'a fait comprendre une chose : notre pays fonctionne plutôt bien. Les générations qui ont précédé la mienne ont fait les bons choix et n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire avancer notre pays au caractère si unique. Il ne s'agit pas de fermer les yeux devant les dysfonctionnements qui existent également en Suisse, mais je vous invite tout de même à réfléchir en vous demandant pourquoi notre pays est si prospère. Vous arriverez comme moi à la conclusion que la sécurité, la fiabilité, la gratitude et la modestie sont des facteurs aussi importants que la défense de la démocratie directe.

#### La démocratie directe est menacée

La Suisse se distingue des autres Etats par son système de démocratie directe. C'est notamment grâce à elle que nous avons relativement peu de chômage, une économie saine, des impôts modérés, d'excellentes institutions de for-

mation et des entreprises novatrices. **K** La Suisse se distin-En faisant la démonstration des effets gue des autres Etats positifs de la démocratie directe, la Suisse est involonpar son système tairement une de démocratie épine dans le pied des directe. dirigeants de l'UE. Et hommes qui forment la c'est pourcollectivité fédérale en quoi ces derdonnant tous les niers pressent la Suisse jours de leur d'entrer dans l'UE ou personne du moins d'accepter non seuleautomatiquement ment dans la législation de leur profesl'UE. La majosion, mais rité du goudans aussi vernement et leurs familles, parledans les quarment au nitiers, dans veau fédéral soutient ces efforts tout en sachant que cet alignement sur l'UE sonnerait le glas de la dé-Nos traditions mocratie directe. démocratiques

La responsabilité individuelle est à la base de notre succès La grande majorité des citoyennes et des citoyens ne sont pas sous les feux de la rampe, mais ce sont ces femmes et ces

sont mal perçues par le mastodonte bureaucratique qu'est l'UE. Nous devons donc veiller à les préserver.

les associations et sociétés, dans le cercle de leurs amis, à l'armée ou dans leur

commune. Le plus souvent, cet engagement et ce travail en faveur de la collectivité sont bénévoles. Très souvent ces personnes occupent même plusieurs fonctions. Elles ont compris que le bon fonctionnement de notre société ne dépend pas de quelques personnalités individuelles, mais de l'esprit communautaire de chacun de ses éléments. Je veux donc dire un grand merci à toutes ces

#### **\{\}** La Suisse est involontairement une épine dans le pied des dirigeants de l'UE >>

femmes et à tous ces hommes qui s'engagent sans chercher un profit personnel au service de la société et du bien commun dans les partis politiques, dans les conseils communaux, dans les sociétés sportives et les paroisses, dans divers groupes et organisations. Ils sont les vrais animateurs de notre société. Leur engagement a donc besoin de la démocratie directe, d'une économie performante et de sécurité.





## Plus de diversité médiatique pour plus de démocratie

Les radios locales existent depuis 35 ans. Internet est populaire depuis près de 30 ans. Facebook a été fondé il y a 14 ans. La politique médiatique suisse passe complètement à côté de ce développement technologique: au lieu de faciliter la concurrence, elle encourage l'expansion de la SSR. Un développement fatal pour la diversité médiatique.

La SSR est devenue une vache sacrée au Pour un service public ciblé Palais fédéral. Ses 7 chaînes de télévi- L'UDC soutient l'idée d'une desserte de fortes distorsions sur le marché. L'autorité fédérale ne veut pas le savoir, tout comme elle ignore sciemment que la dominance commerciale de la SSR étouffe nombre d'entreprises privées et fait perdre des emplois. L'UDC a régulièrement critiqué cette politique hypocrite et s'est engagée pour plus de diversité médiatique et d'équité.

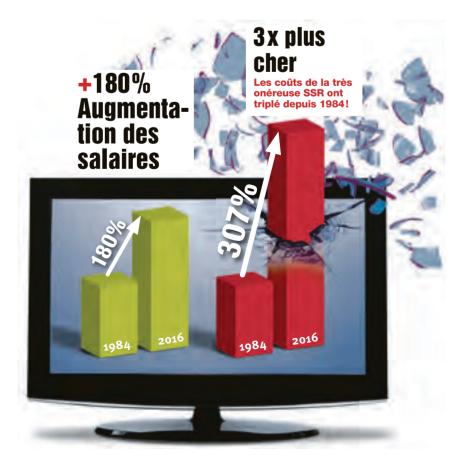
#### Discussion étouffée dans l'œuf

Depuis de nombreuses années le Conseil fédéral et la majorité du Parlement refusent d'ouvrir un débat réel sur le service public. Dans son rapport sur cette thématique, le gouvernement demandait à la SSR de se distinguer plus clairement des chaînes privées et de se concentrer sur son mandat clé. Des déclarations dont l'hypocrisie est démasquée par le projet de nouvelle concession de la SSR: l'autorité politique encourage désormais officiellement l'expansion de la SSR sur internet et dans le domaine du divertissement. Qui plus est, elle lui donne de nouvelles possibilités publicitaires. La SSR s'éloigne de son mandat de service public. Aujourd'hui, elle exploite 108 comptes Facebook et 42 canaux Youtube. Un développement inquiétant pour la diversité médiatique.

sion et 17 chaînes de radio provoquent médiatique de base au niveau fédéral. Ce service public doit cependant obéir au principe de la subsidiarité. En clair, la SSR n'a pas à réinventer des programmes proposés par le secteur privé. Le service public dont est mandatée la SSR doit se concentrer sur des productions que les entreprises privées ne peuvent ou ne veulent pas offrir. Les services d'information, les productions culturelles suisses et les grandes manifestations qui dépassent les moyens des chaînes privées doivent être du ressort de la SSR, mais non pas des jeux télévisés ou des émissions de téléréalité que le secteur privé peut et souhaite offrir.

> **Aujourd'hui, la SSR** exploite 108 comptes Facebook et 42 canaux Youtube. Un développement inquiétant.

L'initiative «No Billag» clarifie cette situation en privatisant la SSR. Elle va loin, mais elle est sans doute salutaire. Le Conseil fédéral s'entêtant à maintenir le statu quo, je voterai oui le 4 mars prochain. Une privatisation totale vaut mieux qu'une expansion constante des médias d'Etat qui serait fatale pour la démocratie.



Alors que le budget de la SSR a plus que triplé, il y a de moins en moins d'argent dans le porte-monnaie des citoyennes et des citoyens. Pourtant, des employés de la SSR sont exemptés de redevance.



Gregor Rutz, Conseiller national, Entrepreneur, Zürich

# Bientôt une Suisse à 11 millions d'habitants?

Sans contrôle et sans limitation de l'immigration, la Suisse sera étouffée par la surpopulation. Les 10 à 11 millions habitants pronostiqués seront insupportables pour notre pays.







Céline Amaudruz, Vice-présidente de l'UDC née de 40 000 personnes

La Suisse compte aujourd'hui 8,5 millions d'habitants. Elle en avait 1,7 million il y a deux siècles, 3,2 millions en 1900 et 7,2 millions en l'an 2000. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, la population s'est accrue de 17% et la proportion d'étrangers a atteint 25% malgré une naturalisation force-

conseillère nationale, en moyenne annuelle. L'Office fédéral de la statistique prévoit pour l'année 2035 une population résidante de 10

millions d'individus. «Avenir Suisse» estime même qu'il serait judicieux de se préparer à 11 millions d'habitants. Sincèrement, je n'ai aucune envie d'une telle Suisse. Je vais au

contraire me battre pour que mon pays ne soit pas totalement submergé, pour que nous ne nous réveillions pas un beau matin comme étrangers dans notre propre pays.

**K** Les zones naturelles qui nous permettent de nous ressourcer se rétrécissent comme

#### Nous sommes à l'étroit en Suisse

Une comparaison: la Suisse compte aujourd'hui à peu près le même nombre d'habitants que notre voisin de l'est, l'Autriche. Mais ce pays à une superficie deux fois plus grande et, bien qu'il soit également traversé par les Alpes, l'espace habitable y est beaucoup plus grand qu'en Suisse. Nous vivons aujourd'hui déjà très à l'étroit dans notre pays. Les zones naturelles qui nous

permettent de nous ressourcer se rétrécissent comme peau de chagrin. Trop d'habitants égale moins de qualité de vie. La constante immigration de masse que nous subissons dépasse nos possibilités.

#### Une émigration serait utile

Il serait utile et raisonnable de non seulement stopper l'immigration, mais aussi de

peau de chagrin . veiller à une émigration significative. Nous y gagnerions tous de la place. Moins d'habitants signifie aussi moins de bouchons sur les routes et moins de trains bondés. On trouverait à nou-

files devant les cinémas, les shops Swisscom ou les centres commerciaux seraient moins longues. Les Suissesses et les Suisses de plus de 50 ans n'auraient plus à craindre pour leur emploi. Les enfants seraient moins nombreux dans les classes d'école, donc mieux suivis.

#### Il faut agir maintenant

En bétonnant notre pays pour accueillir 10 ou 11 millions d'habitants, nous détruisons notre base vitale. La Suisse se distingue encore par des paysages exceptionnels que des foules de touristes viennent admirer. La prospérité dépend de la productivité et de la croissance économique par habitant. Or, sur ce point, nous perdons un terrain considérable depuis que nous avons conclu la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Et depuis que notre système d'asile est abusé et ridiculisé par des dizaines de milliers de faux réfugiés arrivant d'Afrique et d'Orient. Il est grand temps d'agir. Reprenons possession de notre pays!



Vuarrens (VD)

Jamais encore la proportion d'étrangers dans la population résidante de Suisse n'a été aussi importante. La part de 25% d'étrangers qu'affiche la Suisse est deux fois plus élevée que dans tous les autres pays d'Europe, exception faite du Luxembourg. Malgré les lourdes conséquences de l'immigration incontrôlée, l'élite politique et économique de Suisse continue de considérer la libre circulation des personnes comme une vache sacrée.

La proportion d'étrangers profitant de nos institutions sociales dépasse largement la part de ces derniers dans la population totale. Pourtant, les défenseurs de la libre circulation des personnes ne cessent de clamer que seules des personnes hautement qualifiées et ayant conclu un contrat de travail viennent en Suisse.

La réalité est différente: depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, une masse de ressortissants de l'UE non qualifiés cherchent à décrocher un emploi dans le pays à haut salaire qu'est la Suisse. Et c'est sans compter les nombreux immigrants extra-européens à la recherche d'un emploi. Si nos œuvres sociales sont si fortement mises à contribution, c'est parce que les immigrants ne s'intègrent pas – n'en déplaise aux rêveurs socialistes. Les sommes énormes d'argent des contribuables dépensées au titre des «mesures d'intégration» n'y changent pas grand-chose. Dans la réalité, l'intégration se heurte à l'absence de connaissances linguistiques, au manque de qualification ou tique qui s'oppose à ce dangereux développement et qui se bat pour tout simplement à l'absence de volonté de s'intégrer. Plus de 25% des assurer la prospérité et le bon fonctionnement du système social, égalerentiers AVS étrangers touchent des prestations complémentaires alors ment pour les générations à venir.

#### Proportions d'étrangers vivant des institutions sociales suisses (chiffres en %) 46,6% 46,5% 25% Part des étranger à Part des étrangers Part des étrangers dans la population au chômage l'assistance sociale

que seul 11% des Suisses en bénéficient. L'UDC est la seule force poli-

### Maîtriser la libre circulation des personnes

Jusqu'à récemment encore, le principe élémentaire de la démocratie suisse faisait l'unanimité: c'est la volonté de la majorité qui l'emporte. Les choses ont brutalement changé depuis la violation de la Constitution en 2016. Cette année-là, la majorité du Parlement a refusé d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse qui avait été approuvée par la majorité du peuple et des cantons. L'initiative sur la

limitation a été lancée pour mettre définitivement fin à la démesure de la libre circulation des personnes.

Depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007, nous subissons année après année une immigration movenne nette de 55 000 personnes en provenance de l'UE. Cela signifie, pour utiliser une image, que chaque année une ville de la taille de celle de Bienne sort de terre en Suisse. La Suisse ne peut à la longue supporter ce développement qui a des conséquences désastreuses pour notre pays: baisse de la qualité de vie, stress provoqué par la promiscuité, surcharge des infrastructures, bétonnage de nos beaux paysages, pillage des institutions sociales, éviction des travailleurs âgés qui sont poussés au chômage.

#### Une gestion autonome s'impose

L'initiative sur la limitation exige, premièrement, une base constitutionnelle permettant à la Suisse de régler de manière autonome l'immigration sur son territoire et interdit, deuxièmement, au niveau constitutionnel la démesure de la libre circulation des personnes. Les accords internationaux ne pourront plus contrevenir à ce principe.



#### **Une politique** d'immigration moderne

Cette initiative exige en plus que l'accord sur la libre circulation des personnes soit aboli par la voie de la négociation au plus tard une année après l'acceptation de l'initiative par le peuple et les cantons. Si cette voie s'avère impossible, le Conseil fédéral devra résilier l'accord en l'espace d'un mois supplémentaire. Seule l'initiative sur la limitation permet à la Suisse de mener à nouveau une politique d'immigration moderne, une politique qui ne répond

pas seulement aux intérêts de l'UE, mais aussi à ceux de la Suisse.

Natalie Rickli, conseillère nationale, consultante en communication Winterthour (ZH

#### Nos PME étouffent sous les taxes

J'ai décidé de m'engager parce que la politique reste le moyen le plus efficace de faire entendre sa voix et ses idées. Lorsque vous êtes directeur d'une entreprise de transports ou de voyages en autocars, vous vous apercevez que les décisions qui sont prises ont une influence directe sur vos activités au quotidien. J'en veux pour preuve la stratégie énergétique et la politique des transports qui sont régulièrement prétextes à de nouvelles taxes. Mon engagement est axé sur la défense des PME qui font la

force de notre pays, mais aussi celle du citoyen, pour qui je m'emploie à combattre toutes nouvelles charges financières. Tous ces impôts déguisés appauvrissent le peuple et c'est à chaque fois une perte supplémentaire de son pouvoir d'achat. J'ai trouvé à l'UDC des gens qui défendent ces mêmes valeurs. De mûres réflexions n'ont fait que conforter mon idée que l'UDC était le parti qui défendait le mieux les PME et le citoyen contribuable, c'est pourquoi j'y ai adhéré.



Jean-Daniel Chardonnens est un entrepreneur actif dans le monde du transport à



# La liberté, raison d'être de l'Etat

Les Suissesses et les Suisses savent que la liberté est le bien le plus précieux de leur pays. Aussi s'opposent-ils avec détermination à toute atteinte aux droits démocratiques exceptionnels qu'ils possèdent. Voilà qui explique aussi leur refus catégorique d'un accord-cadre institutionnel qui impose à la Suisse la reprise automatique de droit UE et sa subordination à la Cour de justice UE (CJUE). Un tel traité signifierait la fin de la voie bilatérale, puisque la Suisse serait contrainte d'appliquer chez elle le droit UE. Le souverain helvétique, donc le peuple suisse, serait privé de son pouvoir et son autodétermination serait limitée aux domaines tolérés par la CJUE.

La statistique nous indique pour la Suisse une performance économique de 80 000 francs par habitant et par an. Ce résultat exceptionnel est réalisé sur seulement 7,5% de la superficie habitable totale du pays et sur 36% de sa superficie agricole. Le produit intérieur brut de la Suisse atteint ainsi 660 milliards de francs par an.

Comment cela est-il possible? Selon le «Nation Brands Index 2017», la Suisse se place au 8e rang de ce palmarès de 50 nations industrialisées. Ce classement est le fruit d'exceptionnelles performances économiques et d'exportation, d'une grande force novatrice, d'un contexte économique favorable aux entreprises et d'un système de formation axé sur la performance et la formation duale. Enfin, notre pays est apprécié en raison de ses merveilleux paysages, de personnalités exceptionnelles se distinguant dans le domaine public et privé mais surtout, en raison de ses citoyennes et citoyens.

#### Entre admiration et jalousie

Ce succès est-il réellement perçu? Paul Seger, ancien ambassadeur suisse auprès des Nations Unies (2010-2015) à New York, a fait le constat suivant: «Lorsque je lis et j'écoute les médias suisses, j'ai l'impression que nous sommes beaucoup plus critiques à l'égard de nous-mêmes que ne le sont les étrangers. Je crois que la Suisse a un énorme besoin d'harmonie. (...) J'ai la chance de représenter un pays dont je peux répondre totalement.» L'ambassadeur Nicolas Bideau, responsable de «Présence Suisse», institution chargée de soigner l'image de la Suisse en appliquant la stratégie de communication du Conseil fédéral, a fait l'observation suivante: «La stabilité politique et économique ainsi qu'un environnement intact font de la Suisse la belle-fille exemplaire du monde occidental.» Et, plus loin: «L'image de la Suisse est excellente – un peu comme celle d'une première de classe que l'on admire, que l'on jalouse parfois et à laquelle on joue volontiers un tour quand s'en offre l'occasion.»

Quelques exemples pour illustrer ce propos: la feuille britannique «The Independent» a titré en 2007 «La Suisse, le cœur de l'obscurité européenne?».



Indépendance, fédéralisme, souveraineté et autodétermination sont les fondements de notre pays. Ils font de la Suisse un lieu unique de sécurité, de liberté et de bien-être.

**\( La Suisse, notre patrie, qui était encore il y a deux** siècles une terre d'émigration, agit dans la conscience de sa responsabilité, de manière prudente et prévoyante, mais en toute indépendance et souveraineté. >>

A la même époque on a pu lire dans le magazine allemand «Spiegel» que la Suisse était une démocratie «au bord de la crise nerveuse». Deux ans plus tard le journal américain «Los Angeles Times» s'est demandé «Qui a besoin de la Suisse?» alors qu'en 2010 le magazine américain «Newsweek» a annoncé péremptoirement «La fin de la Suisse». Dans le magasine autrichien «Kurier» on pouvait lire ce qui suit: «Les Confédérés suscitent la grogne au

niveau international - la Suisse, une île grotesque qui doit se battre avec une foule de problèmes répugnants et dont l'image se ternit.»

#### **Une Suisse performante et des Suisses heureux**

Le «World Happiness Report 2017» de l'ONU marque un contraste étonnant avec ces appréciations négatives. Selon cette enquête, la Suisse est le quatrième pays le plus heureux du monde après la

Norvège, le Danemark et l'Islande. Quelle que soit la manière dont a été composée cette image, le fait est que les forces et les particularités de la Suisse sont toujours les mêmes: neutralité, sécurité, paix, qualité ordre, propreté, solidarité, démocratie et liberté d'opinion. Autre phénomène relevé par de nombreux observateurs: la notion de patrie s'éveille à nouveau et avec elle la fierté d'appartenir à un pays comme la Suisse.

Le pays des mythes patriotiques ou de l'acte d'origine déclenche, selon le point de vue de l'observateur, de l'admiration ou de la jalousie. Les succès des produits suisses sur les marchés internationaux, par exemple les machines de précision, les biotechnologies, des services reconnus,

des montres d'une finition et d'une précision uniques ou encore la première place au palmarès des pays les plus compétitifs du monde selon le classement du Forum économique mondial, voilà autant de réalités qui font comprendre les causes profondes la réussite du modèle suisse.

#### Liberté, solidarité et principe de la milice

«La liberté, raison d'être de l'Etat», voilà sans doute la formule la plus concise et la plus marquante décrivant ce phénomène. C'est ainsi qu'Ueli Maurer a expliqué le cas particulier suisse depuis 1291 jusqu'à nos jours. Et le conseiller fédéral UDC de poursuivre: «Nous avons le profond souhait de régler nos affaires nous-mêmes. Cette volonté concerne aussi bien les tentatives étrangères d'influencer notre pays que les conditions régnant à l'intérieur. Nous nous méfions des puissants. Chez nous, on a toujours eu tendance à se débrouiller soi-même et à s'entraider. Le principe de la milice porte et marque notre pays jusqu'à nos jours.» La Suisse, notre patrie, qui était encore il y a deux siècles une terre d'émigration, agit dans la conscience de sa responsabilité, de manière prudente et prévoyante, mais en toute indépendance et souveraineté.





Paysanne et conseillère nationale vaudoise

### **Alice Glauser**

« En ce début de 2018, notre pays souverain et libre est une terre de paix, pourvoyeuse de travail et respectueuse de ses citoyens, soyons-en reconnaissants et fiers. Il n'est pas admissible cependant que nos autorités veuillent mettre notre liberté en danger par des accords inconsidérés. L'agriculture familiale par exemple ne se remettrait pas d'un accord de libre-échange avec l'Union Européenne. »

Alice Glauser est née le 14 octobre 1954. Elle s'occupe aujourd'hui de plus de 7000 m² de vigne dans le Nord du Canton de Vaud. Conseillère nationale depuis 2007, elle s'engage tout particulièrement pour la défense des agriculteurs et du monde paysan

Alice Glauser, conseillère nationale, agricultrice et vigneronne, Champvent (VD)

#### Sandra Sollberger Sandra Sollberger a été récemment ap-

Portrait: conseillère nationale et peintre en bâtiment

pelée la «multicolore» du Conseil national. «Plutôt colorée que pâlotte», a répondu la sympathique représentante de Bâle-Campagne à cette qualification qui faisait sans doute allusion à son métier et non à ses positions politiques. Sandra Sollberger est en effet peintre en bâtiment avec maîtrise fédérale. Agée de 44 ans, elle est mariée à Simeon avec lequel elle a deux enfants, Florence, 20 ans, et Fabrice, 18 ans. Sandra est directrice et membre du conseil d'administration de la société Sollberger Maler SA à Bubendorf (BL). Fondée il y a 60 ans, cette entreprise familiale occupe aujourd'hui 12 employés et 2 apprentis (6 hommes et 8 femmes), une PME tout à fait typique.

Sandra Sollberger siège au Conseil national depuis 2015. Auparavant elle était députée au Grand Conseil pendant quatre ans et conseillère communale pendant huit ans. A côté de son engagement pour les PME et, plus particulièrement, pour le secteur de la peinture et de la plâtrerie, Sandra Sollberger est active dans de nombreuses associations, notamment de protection de la nature et des oiseaux. Elle est fascinée par l'ornithologie. Ses voisins savent pourquoi elle se faufile parfois discrètement dans son jardin, une paire de jumelles devant les yeux.





#### **Au fait**

2018 première au classement fiscal du canton d'Argovie. De 98% à mon entrée en fonction, le taux d'imposition est entrecontrôle strict des charges sociales. Je suis d'avis qu'il ne et non pas les individus trop paresseux pour travailler. Les doivent récolter les fruits de leurs efforts. En revanche,

Notre commune d'Oberwil-Lieli est aussi première au classement de l'hebdomadaire «Weltwoche» selon la qualité de la vie. Nous avons construit un nouveau bâtiment scolaire, deux nouveaux jardins d'enfants, des logements pour personnes âgées, un nouveau bâtiment pour le service du feu et un équipement de loisirs ganisé deux fêtes de village. Pas mal de choses se sont passées durant les vingt années que Andreas Glarner, conseiller préside la commune. national, Oberwil-Lieli (AG)

Sandra Sollberger, conseillère nationale de Bâle-Campagne, dirige avec son mari Simeon l'entreprise Sollberger Maler SA en tant que troisième génération. Les deux sont peintres en bâtiment avec maîtrise fédérale.

# Libre circulation des personnes: Le triomphe des syndicats

La libre circulation des personnes met notre marché du travail sous pression. L'Etat restreint de plus en plus la liberté des entreprises et de leurs collaboratrices et collaborateurs. Le marché du travail libéral n'est plus qu'un mythe. Les gagnants sont les syndicats qui étendent leur pouvoir et s'enrichissent au frais des travailleurs. L'initiative de limitation nous libérera de ce carcan et assurera notre prospérité.

Cédant aux pressions de l'UE, la Suisse a accepté en 2002 la libre circulation des personnes avec 15 pays. Entretemps, l'UE a accueilli 13 Etats supplémentaires. La Suisse donne à chaque ressortissant UE le droit d'immigrer librement et de prendre un emploi en Suisse. Nos salaires, nos prestations sociales et notre prévoyance vieillesse font partie des meilleurs du monde. La Suisse est très attractive, aussi bien pour des professionnels bien formés que pour des personnes peu qualifiées.

#### Les effets de la libre circulation des personnes

La libre circulation des personnes a massivement entravé la Suisse. Avec chaque extension de cette liberté, la proportion d'étrangers résidant en Suisse augmente. Elle a passé de 20% en 2002 à 25% aujourd'hui. La proportion d'étrangers au chômage est plus que le double de celle des Suisses. En 2016, le taux de chômage chez les Suisses était de 2,4% contre 6% chez les étrangers. La majorité des étrangers travaillent dans la restauration et l'hôtellerie, dans le bâtiment et le commerce de détail. Leur proportion dans ces branches atteint 40%. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, les étrangers occupés dans ces secteurs et la quote-part d'étrangers ont massivement augmenté. Mais c'est également dans ces branches que le taux de chômage est le plus élevé! Dans le canton du Tessin, le chômage annuel moyen atteint 18% dans la restauration et l'hôtellerie. Dans le secteur du bâtiment, il est même de 25% en Valais et de 8% dans le canton de Zurich. Il y aurait donc bien assez de monde sur place pour travailler dans ces branches. Néanmoins, on fait venir toujours plus d'étrangers en Suisse. Les chômeurs sont payés par les autres. Saviez-vous que les syndicats gagnent directement



La suppression de la libre circulation des personnes renforcera la place industrielle suisse. Magdalena Martullo-Blocher, directrice de l'entreprise EMS-Chemie, en est convaincue: «Voilà la seule manière de garantir nos emplois et notre prospérité.»

syndicats font en effet partie des plus grandes caisses de chômage et facturent consciencieusement leurs services de

pas ainsi avant la libre circulation des personnes. Un étranger ne recevait un permis de travail que si le poste ne pou-

dant des décennies et qui était une de ses grandes forces a quasiment disparu. Aujourd'hui, un salarié sur deux est soumis

**«** Pour réduire la pression sur les salaires, l'Etat a pris des mesures d'accompagnement. Cette intervention a fortement nuit au marché du travail libéral que la Suisse connaissait pendant des décennies et qui faisait sa force. »

conseil, leurs mesures sur le marché du travail et le versement des indemnités de chômage.

#### Le système imposé par les syndicats

Le nombre d'étrangers pouvant postuler pour obtenir un emploi en Suisse est si grand que les salaires suisses sont forcément sous pression. Les étrangers acceptent des conditions de travail et des salaires moins bons parce qu'en comparaison avec leur pays d'origine ils sont vait pas être occupé par un travailleur résidant. L'étranger bénéficiait du même salaire que ses collègues suisses.

Il en va tout autrement dans le régime de libre circulation des personnes. Pour atténuer la pression sur les salaires, l'Etat a pris lesdites mesures d'accompagnement. Il s'agit là d'une intervention massive dans le marché du travail qui oblige les salariés et les entreprises de se soumettre à des conventions collectives de travail standardisées. Du coup, le marché du de l'argent avec chaque chômeur? Les tout de même mieux lotis. Il n'en était travail libéral que la Suisse a connu pen-

à une convention collective de travail. Un salarié sur quatre travaille même sous une CCT ayant force de loi pour une branche entière. Les salaires minimaux, les horaires de travail, les indemnités, les vacances, etc. sont réglés de manière uniforme et toute concurrence est neutralisée. Et cela bien que le peuple suisse se soit clairement prononcé dans l'urne contre des salaires minimaux imposés par l'Etat et des règlementations uniformes des vacances. Malgré cette standardisation, le nombre de conflits de travail augmente. Les syndicats, qui prétendent représenter 50% des salariés alors que seulement 15% des salariés sont membres d'un syndicat, exploitent leur nouveau pouvoir pour imposer de nou-

#### **K** La libre circulation des personnes nous a apporté une forte hausse du nombre d'étrangers et du chômage.>>

velles revendications sociales. Il faut savoir que tous les salariés et toutes les entreprises sont contraints de verser de manière forfaitaire ou par une déduction sur le salaire une dite contribution de solidarité. Ces millions atterrissent dans les caisses des associations patronales et des syndicats, soit plus de 20 millions dans le secteur de la gastronomie et près de 50 millions dans celui du bâtiment!

#### Supprimer la libre circulation des personnes

La libre circulation des personnes nous a apporté une forte augmentation de la quote-part d'étrangers et du chômage. Le marché du travail libéral a été détruit et les rapports de travail ont été centralisés et étatisés. Des revendications de la gauche ont été satisfaites contre la volonté des citoyennes et des citoyens et des conventions de travail ont été imposées à des branches entières sans que les entreprises individuelles et les salariés individuels n'aient eu un mot à dire. Les associations économiques et les syndicats encaissent et les citoyens et citoyennes paient tout en travaillant. Il est grand temps de supprimer ce monstre grâce à l'initiative de limitation! Voilà la seule manière de garantir la prospérité de la Suisse.

Magdalena Martullo-Blocher, conseillère nationale et chef d'entreprise, EMS, (GR)

**«** Artisane genevoise, je subis de plein fouet la libre circulation. Une concurrence totalement déloyale,



courtepointière indépendante à Genève (GE)

soutenue par la majorité des partis. Voilà pourquoi il est nécessaire de donner au peuple et aux cantons la possibilité de se prononcer sur la libre circulation. Ainsi, nous pourrons enfin reprendre le contrôle sur notre marché du travail. »

« Nous devons défendre nos traditions, encourager l'agriculture de proximité et la consommation de produits locaux. C'est indispensable à la bonne santé de notre patrimoine et pour le bien commun. Seul l'UDC s'enga-

ge dans cette direction et soutien les PME intégrées dans le tissu économique local.»



propriétaire-encaveuse à Aigle (VD)

« Trop peu de politiciens ont conscience des besoins des PME et des artisans. Avant les

Conseillère nationale Sylvia Flückiger, propriétaire de Flückiger Holz AG à Schöftland (AG) élections, tout

le monde se prétend spécialiste de la question mais lors des votes, tout est oublié et de nouvelles taxes et charges sont ajoutées. Nous devons soutenir nos entrepreneurs, aussi, je dis stop! »

« En tant que formatrice d'adultes, je collabore essentiellement avec des PME, en participant à la formation continue de leurs cadres et employés. Je constate que l'UDC soutient et favorise le

tissu économique Suisse et ses PME, ce qui maintient et crée de nombreuses places de travail. »



Darcey, Enseignante et Formatrice d'adultes, directrice d'un institut de langues à Fribourg (FR)

« L'UDC est accusée d'être concervatrice. Mais lorsque des syndicats restent attachés à des modèles dépassés et des temps de



Diana Gutjahr, Conseillère nationale, directrice de Ernst Fischer AG à Romanshorn (TG)

travail plus adaptés, cela s'appelle du social. Une modernisation de notre code du travail est urgente et indispensable et ne doit plus être repoussée. »



# La vague des coûts sociaux

Une personne reconnue comme réfugié bénéficie des mêmes prestations de l'aide sociale qu'un Suisse qui a travaillé durant des décennies et payé des impôts dans le pays.



Barbara Steinemann.

Les prestations de l'aide sociale sont souvent si élevées qu'il ne vaut pas la peine de chercher une activité lucrative. Un jeune Eryconseillère nationale, thréen, par exemple, membre de l'autorité touche un montant sociale de Regensdorf (ZH) en liquide de 986francs par mois. Il a

en plus droit à un logement et les cotisations aux assurances sociales sont prises en charge par la collectivité. Il dispose ainsi d'un revenu standard de 2600 francs. Pour un ménage de quatre personnes, les prestations sociales atteignent au moins 5000 francs.

#### Même le dentiste est payé

Sous le titre des «prestations conditionnées par la situation»<sup>1</sup>, les communes doivent de surcroît assumer les charges suivantes: dentiste, hygiène dentaire, lunettes, crèche pour les enfants, articles de bébé, ustensiles scolaires, primes, franchises des assurances dommages, ménage et responsabilité civile, meubles, équipements ménagers, frais de déménagement, frais d'avocat, documents officiels, abonnements des transports publics, frais du permis de séjour, frais de déplacement pour l'exercice du droit de visite, leçons de musique. La collectivité paie de surcroît les cotisations AVS/AI. Donc si cette personne arrive en Suisse à l'âge de 18 ans et vit aux frais de l'aide sociale jusqu'à 65

ans, elle touchera une rente AVS sans avoir travaillé un seul jour en Suisse.

#### L'industrie de l'asile connaît un boom

Les générations précédentes de réfugiés - Vietnamiens, Hongrois, Yougoslaves, etc. - se sont intégrées de leur propre initiative. Aujourd'hui, on assiste à l'émergence d'une véritable industrie de l'asile. Par exemple, un cours d'intégration de la fondation «Chance» coûte 3385 francs par mois pour apprendre à un réfugié à travailler. Un cours d'alphabétisation est facturé 1375 francs par mois, un entraînement au travail 1700 francs. Même pour un stage pratique, les contribuables paient 1540 francs par mois sans que le succès de l'opération ne soit garanti. Le secteur de l'asile est devenu une branche industrielle à charge des contribuables et des Suisses dans le besoin.

#### Voici les prestations auxquelles ont droit les réfugiés reconnus en Suisse

Besoins	1 personnes	1 personne + 1 enfant	2 personnes + 2 enfants	
Besoins de base	CHF 986.00	CHF 1'509.00	CHF 2'110.00	
Loyer y compris charges (montant maximal)	CHF 1'100.00	CHF 1'300.00	CHF 1'600.00	
Caisse maladie adultes	CHF 394.00	CHF 394.00	CHF 786.00	
Caisse maladie par enfant CHF 85		CHF 85.00	CHF 170.00	
Cotisations AVS/AI	CHF 45.00	CHF 45.00	CHF 45.00	
Prestations conditionnées par la situation <sup>1</sup>	CHF 100.00	CHF 200.00	CHF 300.00	
Montant mensuel reçu	CHF 2'625.00	CHF 3'533.00	CHF 5'011.00	

#### Au fait

Les coûts de l'aide sociale aug-2005 et 2015, ils ont passé de 1,7 à 2,6 milliards de francs, soit une hausse de 60%. Or. le nombre de sociale n'a augmenté que de 12% moitié sont des étrangers. Nombre d'entre eux n'ont jamais travaillé et payé des impôts en Suisse. La doit être assumée par les contribuables des cantons et des commentation constante de leurs charges.

## Suisse-UE: renoncer à sa capacité d'agir, c'est perdre la partie

Il y a 25 ans le peuple suisse a décidé de conserver sa capacité d'agir en refusant le traité EEE/UE. Une marge de manœuvre indépendante et l'autodétermination sont des biens extrêmement précieux. Leur sauvegarde est la tâche première d'un pays souverain. Or, ces biens sont aujourd'hui en danger.

Il s'agit aujourd'hui, comme il y a 25 ans, d'empêcher l'adhésion de la Suisse à l'UE. Le Conseil fédéral avait à l'époque clairement exprimé son objectif dans son message adressé au Parlement: «Notre participation à l'EEE ne constitue pas le dernier mot de notre politique d'intégration. Elle doit être considérée dans le cadre d'une stratégie européenne qui se déroulera en deux phases et dont le but est l'adhésion pleine et entière de la Suisse à la CE.»

#### **Bruxelles décide**

Aujourd'hui, la classe politique nous pousse dans la même situation. La Suisse doit-elle se rattacher définitivement à l'UE? L'UE commandera-t-elle à l'avenir en Suisse? Bruxelles entend atteindre cet objectif par le biais d'un dit accord-cadre institutionnel. Et la classe politique, comme de coutume, lui cède et satisfait ce souhait monstrueux. La Suisse serait contrainte de reprendre automatiquement du droit UE sans que le peuple et les cantons n'aient un mot à dire. Ces prescriptions UE vont de l'immigration au commerce de mar-

chandises, en passant par l'agriculture, les transports terrestres et aériens, etc. Les lois concernant la Suisse seraient à l'avenir faites à

Bruxelles et non plus par le Parlement suisse et les citoyennes et citoyens du pays. L'interprétation des règles serait de la compétence de la Cour de justice UE, donc de juges étrangers. Si la Suisse n'accepte pas une de ces règles, Bruxelles a le droit de prendre des sanctions contre elle. La Suisse devrait renoncer à tous les avantages que lui offre sa situation en dehors de l'UE. Ce traité de soumission sonnerait le glas d'une Suisse autodéterminée et indépendante.

#### Coup d'Etat par la petite porte

Les principaux profiteurs d'un tel accord seraient les politiciens et les fonctionnaires qui pourraient conti-



L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher: l'éternel combattant pour l'autodétermination et la liberté de la Suisse.

nuer de voyager vers les lieux de conférence, discuter avec les instances de l'UE et appliquer les décisions de celles-ci sans se préoccuper des intérêts des citoyens concernés. Les entreprises, les cantons et les communes en supporteraient les conséquences. Aujourd'hui déjà, l'administration fédérale et les élus policommerce avec tous les Etats, y compris l'UE. Devant les atermoiements de la classe politique, les citoyens doivent prendre les choses en main et décider dans l'urne.

2. Il faut veiller à ce qu'à l'avenir le peuple suisse ait à nouveau le dernier mot et qu'il ne soit pas mis sur

#### Il faut veiller à ce qu'à l'avenir le peuple suisse ait à nouveau le dernier mot et qu'il ne soit pas mis sur la touche par le biais du droit international qui n'a pas de base démocratique. >>

tiques tentent d'accaparer le pouvoir. Des décisions du peuple ne sont plus respectées. Le Tribunal fédéral place le droit international au-dessus du droit suisse démocratiquement légitimé par le peuple. Malgré des décisions claires et nettes du souverain, les étrangers criminels ne peuvent plus être expulsés et la Suisse doit subir une immigration énorme.

#### Le moment est venu d'agir

Que faut-il faire?

1. La Suisse ne doit pas se rattacher à l'UE par le biais d'un accord-cadre institutionnel, mais demeurer un pays ouvert au monde et entretenir des relations neutres et faire du

la touche par le biais du droit international qui n'a pas de base démocratique. L'initiative pour l'autodétermination est une garantie dans ce sens. Donc: oui à l'initiative pour l'autodétermination.

3. La volonté du peuple et des cantons de gérer à nouveau de manière autonome l'immigration doit être enfin respectée. L'initiative de limitation y veille. Elle garantit une immigration modérée pour le bien de la population. Donc: signer l'initiative de limitation (voir la feuille de signatures encartée)! Pour que nos enfants aient aussi un avenir dans la prospérité et la sécurité.

#### **Commentaire**

#### **Expulsions: L'arnaque de la clause** de protection

En acceptant en 2010 l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, le peuple suisse a exigé que les étrangers criminels soient systématiquement expulsés. Le Parlement a refusé d'exécuter cet ordre en introduisant dans la loi d'exécution une «clause de protection des délinquants». Les juges ont ainsi la possibilité de définir des «cas de rigueur», donc de renoncer à des expulsions. C'est précisément cet arbitraire des juges que voulaient empêcher les citoyennes et les citoyens. Malgré cette dilution de la décision populaire, on nous a promis une application sévère de la nouvelle loi. En ce qui me concerne, j'en doute. Le groupe parlementaire a demandé au Conseil fédéral à chaque session depuis l'entrée en vigueur de la loi en octobre 2016 combien d'expulsions avaient été prononcées. Il y en a eu juste 14 en 2016. Fin novembre 2017, la conseillère fédérale Simonetta

Sommaruga a répondu comme suit: «Les données pour l'année 2017 seront analysées en juin 2018 par l'Office fédéral de la statistique.» Or, on a appris entre-temps que la «clause de protection des délinquants» a déjà été appliquée

> plusieurs douzaines de fois. Comme le craignait à juste titre l'UDC, l'exception est devenue la règle et, une fois de plus, une décision du peuple n'a pas été appliquée.

Jean-Luc Addor, conseiller national, Savièse (VS)



#### **Commentaire**

#### Mauvaise politique d'asile



En vertu de l'accord de Dublin, la Suisse ne devrait accueillir que des requérants d'asile arrivant directement par avion. En effet, la grande majorité des requérants entrent par la voie terrestre dans l'espace UE et doivent donc être enregistrés et leur situation doit être évaluée dans un pays signataire de l'ac-

cord de Dublin. Les personnes qui ne se soumettent pas à cette procédure peuvent, selon ce traité UE, être renvoyés dans le pays de premier accueil. Côté suisse, ce principe s'applique en réalité à tous les requérants, puisque la Suisse est entourée d'Etats Dublin, mais il ne fonctionne pas dans la pratique. Néanmoins, Madame Sommaruga accueille des dizaines de milliers de requérants d'asile en Suisse. L'accord de Dublin ne vaut pas le papier sur lequel il est écrit et nos autorités d'asile échouent lamentablement. Comme si cela ne suffisait pas, la ministre de la justice a commencé à faire venir directement par

avion des migrants depuis la Libye. La Confédération agit donc elle aussi comme une organisation de passeurs et déclenchera ainsi de nouvelles migrations massives depuis l'Afrique. L'UDC est seule à combattre cette mauvaise politique d'asile qui durant des décennies va provoquer des coûts récurrents de milliards de francs et ruiner nos communes.

Adrian Amstutz, conseiller national, Sigriswil (BE)

Interview du conseiller national Jean-François Rime, président de l'USAM

# Ne mettons pas tous nos œufs dans le panier européen!



Jean-François Rime, conseiller national et chef d'entreprise, met en garde contre une soumission au diktat de Bruxelles par l'assujetissement au système juridique européen. Domicilié à Bulle, il est marié et père de trois fils adultes. Il préside depuis mai 2012 l'Union suisse des arts et métiers.

de concentrer l'attention sur l'UE qui

est notre principal partenaire com-

mercial et dont la Suisse est également

une cliente importante. Nous devons

cependant veiller à ne pas accroître

notre dépendance de l'UE, car nous

risquons ainsi de provoquer une

concentration des risques. Les possibi-

lités et les chances économiques de la

Suisse dépassent largement l'espace

UE. Je rappelle à ce propos que la

Suisse a été le premier pays d'Europe à

En tant que président de l'Union suisse des arts métiers, qui compte quelque 300 000 entreprises, vous avez des défis historiques à relever en politique économique extérieure. Que faut-il faire ou ne pas faire pour soutenir la force économique de la Suisse? A mes yeux, nos forces dans le contexte global sont notre capacité novatrice, notre compétitivité, l'attractivité de notre économie ainsi que l'efficacité et la productivité de nos entreprises. Ces qualités nous permettent de nous élever au-dessus de la moyenne. Elles doivent être sauvegardées et développées. En aucun cas nous ne devons déléguer à l'étranger la responsabilité de notre succès économique. Ce serait désastreux pour nous d'attendre que d'autres résolvent nos problèmes.

### Quels sont les principaux points d'intervention de votre stratégie?

Je cite deux points: la force du franc suisse, respectivement la faiblesse de l'euro, et le coût de régulation. La Suisse ne pouvant exercer une influence directe sur les problèmes de l'UE, nous devons intervenir à d'autres niveaux. Les entreprises ont déjà fait des efforts considérables, alors que la politique est en retard en continuant de provoquer des coûts de régulation beaucoup trop élevés. Nous savons au moins depuis 2010 que nous nous handicapons nousmêmes par cette politique. Les frais de régulation évitables et superflus absorbent quelque 10 milliards de francs de notre produit intérieur brut. Des projets permettant d'atténuer ces handicaps, que nous nous imposons nousmêmes face à la concurrence étrangère, reposent depuis 2013 dans les tiroirs du Conseil fédéral.

La supposition selon laquelle le Conseil fédéral se concentre avant tout sur les relations avec l'UE estelle exacte ou cette impression estelle trompeuse?

Elle est parfaitement exacte! Il est juste

avec la Chine en 2014.

### Comment la politique économique extérieure de la Suisse doit-elle se positionner par rapport à l'UE?

Il s'agit avant tout d'exploiter et de développer les avantages et les bonnes conditions qu'offrent les accords bilatéraux avec l'UE. Les compétences négociatrices de notre diplomatie économique sont plus importantes que jamais. Il ne s'agit pas d'être arrogant et présomptueux, mais de faire preuve d'assurance en nous souvenant de nos forces. Ce n'est que de cette manière que l'autre partie aux négociations nous prendra au sérieux. Un politicien qui accepte tout et n'importe quoi dans des gestes d'obéissance anticipée a perdu la partie avant de pouvoir s'asseoir à la table des négociations à Bruxelles. Les lamentables régulations que nous nous imposons à nous-même, connues sous le vocable de «swiss finish», sont un véritable poison pour notre économie. En jouant constamment les premiers de classe, nous suivons à la lettre ces règlementations qui nous entravent inutilement – juste pour faire plaisir à nos partenaires dans les négociations. Le principal effet est que nous nous affaiblissons nous-mêmes.

#### Comment jugez-vous les effets de l'accord-cadre institutionnel que l'UE veut imposer à la Suisse?

Je mets en garde contre une soumission servile au diktat de Bruxelles par l'assujetissement au système juridique européen. Notre marge de manoeuvre globale en serait supprimée et notre position serait durablement affaiblie. Car il est souvent juste et utile que nous agissions autrement que l'UE et que nous nous engagions dans une voie de développement différente. En acceptant un accord-cadre au goût de l'UE, le petit Etat qu'est la Suisse disparaîtrait de l'échiquier international, même sans adhésion à l'UE. Une alternative meilleure consiste à entretenir soigneusement les accords bilatéraux parce que ce système contractuel nous garantit la sécurité du droit. Les accords bilatéraux ont été négociés entre partenaires égaux, où aucun partenaire n'est soumis à l'autre.

# Saviez-vous que ...

partenaires commerciaux de l'UE?
Bien que l'UE fasse du commerce avec le monde entier, la Suisse était également en 2016 le troisième partenaire commercial de l'Union européenne. 7,7% (264 milliards d'euros) du total des échanges de marchandises de l'UE ont passé par la Suisse. Les deux premières places étaient occupées par la Chine (15,2%) et les Etats-Unis (17,7%). La Suisse est donc un partenaire commercial plus important pour l'UE que la Russie (5,5%), la Turquie (4,2%) ou le Japon (3,6%).

## meurs que l'Allemagne? Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le chômage des jeunes a atteint

vail (OIT), le chômage des jeunes a atteint en moyenne annuelle 8,6% en Suisse en 2016 contre seulement 7% en Allemagne. Le même constat vaut pour le taux de chômage général qui était en 2016 de 5% en Suisse et de 4,1% en Allemagne.

...la Suisse connaît une croissance négative de la productivité depuis l'entrée en vigueur de la complète libre circulation des personnes?

La productivité de la Suisse affiche depuis 2007 une croissance négative. Durant la décade précédente, nous bénéficiions encore une croissance annuelle de près de 2% (BCA Research 2017).

Verena Herzog, conseillère nationale Frauenfeld (TG)



La démocratie directe est une épine dans le pied de l'UE.

### Quelles sont les exigences de l'accord-cadre?

A la fin 2012, l'UE a annoncé à la Suisse qu'elle ne poursuivrait les négociations bilatérales qu'à la condition que la Suisse se rattache plus étroitement à l'UE par le biais d'un accord-cadre institutionnel. En clair: pour avoir accès au marché intérieur de l'UE, notre pays doit accepter sans condition le droit actuel et futur de l'UE et se soumettre aux jugements de la Cour de justice de l'UE. Cette dernière tranche les éventuelles divergences par des décisions sans appel. Si la Suisse ne peut ou ne veut pas appliquer ces jugements, l'UE peut prendre des sanctions (mesures punitives) contre la Suisse. Un tel accord-cadre aurait des conséquences extrêmement graves pour la Suisse:

• Bruxelles décide seule si une loi de l'UE concerne ou non les accords bilatéraux conclus avec la Suisse. La Suisse devrait appliquer toutes les lois de l'UE touchant aux accords bilatéraux. Les accords bilatéraux répondent au droit en vigueur au moment de leur conclusion. Depuis, le droit de l'UE s'est développé. Selon Bruxelles, plusieurs accords bilatéraux ne répondent plus au droit actuel de l'UE.

• en cas de divergence d'interprétation des accords bilatéraux, la Cour de justice de l'UE tranche seule et sans appel. La Suisse serait contrainte de reconnaître et d'appliquer les jugements d'un tribunal de la partie adverse. Si elle refuse de s'y soumettre, l'UE peut prendre des mesures punitives, appelées pudiquement «mesures compensatoires». Les accords bilatéraux actuels ne définissent pas de tribunaux chargés de trancher des litiges. Les éventuelles divergences sont réglées par la voie diplomatique sans menace de sanction

- en lieu et place des «milliards pour la cohésion» versés actuellement de manière ponctuelle et facultative en contrepartie à l'accès au marché intérieur UE, la Suisse serait contrainte à des contributions annuelles.
- cet accord-cadre n'est pas un traité conclu entre partenaires égaux, mais constitue en réalité un traité de soumission de type colonial. Bien que tous les détails ne soient pas encore connus, il s'avère aujourd'hui déjà que l'accord impose à la Suisse de nombreuses obligations, mais ne lui donne aucun droit.

Un tel «accord d'amitié» visant à intégrer la Suisse dans le système de l'UE n'est pas compatible avec la démocratie directe qui régit l'Etat suisse. Il doit donc être combattu vigoureusement par le peuple et les cantons, l'instance politique suprême de notre pays.

#### A chaud!

# Pourquoi offrir un milliard à l'UE?



Jean-Claude Juncker, président de la Commission UE, a fait une visite d'Etat à la Suisse en novembre dernier. Tout allait pour le mieux, en apparence du moins. La présidente de la Confédération Doris Leuthard était pleine d'enthousiasme. Jean-Claude Juncker susurrait des douces paroles d'amitié et parlait du beau temps. En contrepartie, le Conseil fédéral lui a promis un petit cadeau de 1,3 milliard de francs et Madame Leuthard a affirmé fièrement que ce don n'était pas lié à des intérêts, donc que la Suisse ne demandait aucune contrepartie.

#### Abattue en plein vol

La suite, on la connaît: la diplomatie leuthardienne basée sur des cadeaux financiers a volé en éclat. Le cadeau n'a rien rapporté. Gueule de bois à la Berne fédérale. Les déclarations lénifiantes de Juncker ont été suivies par un coup de poignard dans le dos de la présidente de la Confédération. Bruxelles – qui s'en étonnera? – ne donne pas dans la politique d'amitié, mais défend âprement ses intérêts. Le petit copain bruxellois de Madame Leuthard veut imposer par la force le mariage institutionnel de la Suisse avec l'UE et soumettre notre pays aux juges UE.

#### Chantage

Concrètement, l'UE exige que la Suisse reprenne à l'avenir automatiquement le droit UE. En cas de divergence d'opinion, la Cour de justice UE tranchera. Si la Suisse refuse, Bruxelles menace de prendre des mesures discriminant la place financière helvétique. Au moins savons-nous maintenant ce que l'UE de Monsieur Juncker entend par amitié: c'est l'amitié d'un parrain mafieux qui te casse amicalement le bras si tu t'opposes à ses exigences.

#### Tromperie

La Suisse fait aujourd'hui les frais du double jeu que le Conseil fédéral et ses diplomates jouent depuis des années: d'un côté, on promet à Bruxelles qu'on finira bien par rapprocher et faire entrer la Suisse rebelle dans l'UE par la voie bilatérale, de l'autre côté et face au public suisse, on assure que l'objectif final n'est rien d'autre que l'indépendance bilatérale. L'UE a forcément fini par se rendre compte de cette tromperie et elle est furieuse. On peut même la comprendre.

#### Et la suite des événements?

Quelle sera la suite des événements? Il est grand temps que le Conseil fédéral parle clairement à l'UE: la Suisse veut de bonnes relations avec l'UE, mais elle ne veut pas adhérer à l'UE et elle ne veut pas être encadrée par l'UE. Elle ne veut pas reprendre automatiquement du droit UE et reconnaître des juges étrangers. Nous ne voulons pas non plus distribuer 1,3 milliard de francs à des pays qui, grâce à ce sponsoring, peuvent baisser leurs impôts pour attirer nos entreprises chez eux. Et nous voulons gérer nousmêmes l'immigration sur notre territoire.

#### Non à un mariage forcé

L'UE n'entendra pas avec plaisir ces déclarations, mais cela n'est pas trop grave. L'UE exige beaucoup de choses de la Suisse, mais la Suisse ne réclame rien de ce que pourrait lui donner l'UE. Voici donc nos conseils à la Berne fédérale: respirer à fond et demeurer ferme; oui à de bonnes relations, mais non à un mariage forcé avec l'Union européenne. Monsieur Juncker supportera cette offre amicale.

Roger Köppel, conseiller national, éditeur et rédacteur en chef de la «Weltwoche», Küsnacht (ZH)







WWW. Udc. ch/concours

# Testez votre connaissance de l'UDC

1. Quel est le logo de l'UDC Suisse?







○ MA Lune

AUT Soleil

**EL** Etoile

2. Que signifie UDC?







OD Union démocratique du centre

démocratique

du centre

Union

**U0** Union dominicale

**GI** Union des cracks

3. Pour quels thèmes l'UDC s'engage-t-elle tout particulièrement?



ÉTE Liberté et indépendance



BAI Redistribution et règlementations étatiques



ITZ Adhésion à l'UE

4. Quel anniversaire avons-nous pu fêter le 6 décembre 2017 grâce à l'UDC?



BLA 25 ans Liberté d'opinion



OPI 25 ans 1er août férié RMI 25 ans Non à l'EEE

5. Quels sont les conseillers fédéraux UDC actuellement en fonction?



○ YO Adolf Ogi et **Christoph Blocher** 



NAT Ueli Maurer et Guy Parmelin



AH Christa Rigozzi et Linda Fäh

6. Quel événement a conduit à la fondation de l'UDC?



O ION Fédération des partis paysans en



LAR Fondation du club de youtze Seerose,



**UPF** Bataille de Morgarten, 1315

Inscrire ci-dessous à la suite les caractères en rouge.



1 er prix: visite guidée du Palais fédéral pour 4 personnes avec un parlementaire au choix, puis repas de midi

2<sup>e</sup> prix: panier paysan garni de produits régionaux d'une valeur de 300 francs

bon d'une valeur de 200 francs pour un brunch au Stockhorn, la montagne près du domicile d'Albert Rösti, président de l'UDC Suisse

Nom:

Prénom:

NP Lieu:

Courriel/Mobile:

Participez en ligne à l'adresse www.udc.ch/concours ou notez votre adresse ci-dessus, découpez le talon et envoyez-le dans une enveloppe pour le tirage au sort à l'adresse suivante:

# Juges étrangers

#### La Cour européenne des droits de l'homme interdit à la Suisse d'expulser un délinquant étranger

Agé de 45 ans, E. avait déposé plusieurs demandes d'asile en Suisse avec sa femme et sa fille. Trois fois, il a été rapatrié dans son pays. Les histoires épouvantables qu'il racontait aux autorités suisses ont à chaque fois été vérifiées par l'ambassade suisse sur place qui a toujours constaté qu'il s'agissait de mensonges. Lorsqu'en 2002 E. est entré pour la quatrième fois en Suisse, il s'était mieux préparé et présentait divers documents prouvant qu'il était persécuté dans son pays. A la demande du Tribunal administratif fédéral (TAF) l'ambassade a vérifié une fois de plus. La conclusion fut la même : les documents étaient falsifiés. Le 7 septembre 2012, le TAF a décidé d'expulser E. car il avait en plus été condamné pour recel, notamment. De l'avis des juges de Strasbourg, la Suisse est allée trop loin dans cette décision. Ils ont estimé que l'expulsion était une mesure trop dure vu les délits peu importants reprochés à E. La Cour a exigé que la Suisse permette à cet homme de vivre en Suisse à proximité de sa femme dont il était pourtant séparé. La Suisse a également été condamnée à verser 5500 francs pour le remboursement de ses frais. (jugement du 8 juillet 2014; M.P.E.V. v. Switzerland; 3919/13)1.

Cet exemple, parmi d'autres, illustre un phénomène : alors que cela n'était nullement prévu lorsque la Suisse a adhéré à la charte européenne des droits de l'homme en 1974, la jurisprudence de la Cour a graduellement étendu sa propre compétence jusqu'à s'ériger aujourd'hui en chambre d'appel internationale en toutes matières qu'il lui plait de considérer. Le plus paradoxal étant qu'une Cour instituée pour promouvoir la démocratie en Europe,- à une époque où le continent connaissait surtout des dictatures: communistes à l'Est, militaires au Sud - en vienne aujourd'hui à casser la volonté populaire (expulsion des criminels) dans la plus ancienne des démocraties d'Europe.

http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-145348#{«ite-mid»:[«001-145348»]}



# L'autodétermination renforce l'économie







«Edition Spéciale» en interview avec le conseiller national et chef d'entreprise Franz Grüter, président du conseil d'administration de la société green.ch. Fondée en 1995, Green.ch SA fait aujourd'hui partie des premiers producteurs de services informatiques de Suisse. Franz Grüter est âgé de 54 ans, marié et père de deux filles et d'un fils. Il vit à Eich dans le canton de Lucerne. Engagé dans l'équipe de football FC Lucerne, il suit régulièrement les matchs de ses joueurs favoris. Pour se détendre, il aime se promener dans la nature à bicyclette ou à pied.

## Pourquoi le chef d'entreprise que vous êtes soutient-il l'initiative pour l'autodétermination?

Le groupe Green a du succès dans les affaires internationales en offrant l'hébergement de données et des systèmes informatiques en Suisse. Des entreprises du monde entier nous confient leurs données. Lorsque je parle à mes clients internationaux et que je leur demande pourquoi ils viennent chez nous, j'entends toujours le même argument: la Suisse est un pays indépendant, stable et neutre. Nous veillons nous-mêmes à la fiabilité, la sécurité et l'indépendance de notre pays. Voilà des valeurs sur lesquelles repose le succès de la Suisse. Je suis donc profondément convaincu que nous devons protéger et renforcer notre démocratie directe.

Le Conseil fédéral et les associations économiques affirment que cette initiative nuit à l'économie suisse? Qu'en dites-vous?

L'initiative pour l'autodétermination

renforce la sécurité du droit. Elle fixe clairement que la Constitution fédérale est la source suprême du droit suisse et que les décisions du peuple doivent être respectées. Ainsi, notre régime juridique demeure prévisible et ancré dans la société et l'économie. Si la Suisse est économiquement aussi attractive, c'est aussi parce qu'elle offre aux entreprises des conditions-cadres fiables et stables grâce à la démocratie directe. Il ne faut pas que nous abandonnions à la légère ces avantages. Voilà pourquoi nous avons besoin de cette initiative. Chacun doit pouvoir se fier à ce que le Conseil fédéral, les tribunaux fédéraux et le Parlement décident conformément à notre Constitution. Cela n'a malheureusement pas été le cas dans un passé récent.

Cette initiative menace-t-elle la sécurité de planification des entreprises?

Non, bien au contraire. Conséquence du «développement dynamique du droit» et de la manie régulatrice du Conseil fédéral, la situation juridique actuelle est de plus en plus confuse pour les entreprises en Suisse. Les entreprises ont besoin de fiabilité. La sécurité du droit est un élément essentiel de l'attractivité économique d'un pays. Une situation juridique imprévisible décourage les investisseurs. Or, la démocratie directe assure la sécurité du droit et la stabilité dont nous avons un si grand besoin.

### Comment votre famille apprécie-t-elle votre travail politique?

Je n'ai pas besoin de convaincre ma famille. Nous savons tous que si la Suisse a tant de succès, c'est parce que nous pouvons décider librement et indépendamment. De récents exemples nous indiquent que les décisions de Bruxelles prennent un tour de plus en plus centralisateur et ne sont plus comprises par de larges couches de la population. L'autodétermination a des siècles de tradition en Suisse. Impossible d'imaginer notre pays sans sa démocratie directe.

#### Au fait

Le droit d'élection et d'éligibilité est un droit fondamental des citoyennes et des citoyens. L'article 21 de la Déclaration générale des droits de l'homme stipule que chaque être humain a le droit de participer aux affaires publiques de son pays de manière directe ou par l'intermédiaire d'un représentant librement élu. Cela signifie aussi qu'il ne doit pas se soumettre aux jugements de juges étrangers. Dans le régime de démocratie directe que connaît la Suisse, les citoyennes et citoyens bénéfi-

cient des plus larges droits de participation politique au monde. Le peuple est le souverain. D'Iran au Venezuela en passant par l'UE, des hommes et des femmes revendiquent à juste titre une plus large participation. Le modèle suisse est souvent cité en exemple. Continuons de jouer ce rôle d'exemple et n'abandonnons pas à la légère notre autodétermination!

### Nous devons maintenir notre système démocratique qui a fait ses preuves

La démocratie directe est un des piliers de notre système politique. Elle est l'expression de l'autodétermination des citoyennes et des citoyens. Mais la démocratie directe est aussi une épine dans le pied des élites politiques et juridiques.

Les trois pouvoirs de l'Etat placent depuis quelques années le droit international au-dessus du droit national. Ils restreignent ainsi le droit de participation politique des citoyens. Récemment, le Tribunal fédéral a même donné la priorité au droit international non impératif par rapport au droit suisse. Jusqu'en 2010 il était évident que des dispositions constitutionnelles qui ne violent pas le droit international impératif doivent être appliquées. Le nouveau régime signifie, par exemple, qu'un chômeur allemand condamné pour actes de violence et présentant de gros risques de récidive ne peut pas être expulsé en Allemagne malgré l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels. L'accord de libre circulation des personnes avec l'UE lui donne en effet le droit de vivre en Suisse.

L'initiative contre l'immigration de masse n'a pas été appliquée Le Parlement cherche lui aussi à réduire l'influence du peuple sous le prétexte que la Constitution fédérale est «secondaire» par rapport au droit international (Kurt Fluri, conseiller national PLR). Il a donc refusé d'appliquer la décision des citoyennes et des citoyens qui souhaitent que la Suisse gère à nouveau de manière autonome l'immigration sur son territoire. L'objectif réel du Parlement était d'éviter tout ce qui aurait pu indisposer l'UE. Nous savons aujourd'hui que cela n'a rien rapporté.

#### L'internationalisation, la principale cause de la surrèglementation

L'administration s'aligne, elle aussi, sur le droit international. Sans cesse elle adapte nos prescriptions au droit UE ainsi qu'aux recommandations et rapports d'organisations internationales. L'internationalisation du droit nous apporte de nouvelles prescriptions sur les denrées alimentaires, des



Hans-Ueli Vogt, conseiller national et professeur de droit économique, Zurich: «La priorité du droit international place les citoyens suisses sous la tutelle de l'Etat. Cela doit cesser.»

règlementations supplémentaires dans le secteur financier, des quotes-parts de sexes motivées par le droit humanitaire dans les conseils d'administration et d'innombrables autres restrictions de notre liberté.

### L'autodétermination a fait ses preuves

L'autodétermination des citoyens nous a apporté prospérité et paix. Le droit international, en revanche, est une nouvelle arme miracle pour placer sous tutelle et dominer les citoyens. Il nous apporte principalement des inconvénients: de plus en plus de prescriptions légales, une immigration incontrôlée et la présence de criminels qui peuvent séjourner en Suisse grâce à la libre circulation des personnes. Revenons au système éprouvé de la participation démocratique des citoyennes et des citoyens et disons oui à l'initiative pour l'autodétermination.

#### Que demande l'initiative populaire « Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination) » déposée en août 2016?

L'initiative pour l'autodétermination vise à rétablir un ordre qui a fait ses preuves. Le peuple et les cantons définissent le droit suprême applicable en Suisse et forment le souverain, le pouvoir législatif suprême du pays. Ils sont le constituant. Sous le prétexte du droit international et des traités de droit international, les élus politiques refusent d'appliquer la Constitution fédérale. L'initiative pour l'autodétermination rétablit la priorité de la Constitution fédérale sur le droit international. Ce garantit la sécurité du droit et la stabilité, deux conditions essentielles de l'attractivité et du succès de la Suisse.



# Nous prenons nos responsabilités

# ... au Palais fédéral

#### 64 conseillères et conseillers nationaux UDC

#### Canton d'Argovie





**Thomas Burgherr** 01.08.1962, Maître-charpentier Entrepreneur, 3 enfants, Wiliberg



Sylvia Flückiger-Bäni 01.06.1952, Entrepreneur,



Ulrich Giezendanner 31.10.1953, Entrepreneur, 3 enfants, Rothrist



09.10.1962, Entrepreneur, 2 enfants, Oberwil-Lieli



Hansjörg Knecht 24.03.1960, Entrepreneur,



Maximilian Reimann 07.05.1942, Dr. iur. Juriste, 2 enfants, Gipf-Oberfrick



Luzi Stamm 09.09.1952, Avocat, 3 enfants, Baden-Dättwil

#### Canton d'Appenzell Rhodes extérieures





**David Zuberbühler** 20.02.1979, Entrepreneur 2 enfants, Herisau

Canton de Bâle Ville





**Sebastian Frehner** 02.09.1973, Dr. iur., Juriste, entrepreneur, 1 enfant, Bâle

Canton de Bâle Campagne



**Thomas de Courten** 29.07.1966, Entrepreneur, 3 enfants. Rünenberg



Sandra Sollberger 27.10.1973, Maître-peintre, entrepreneur, 2 enfants, Bubendorf

#### Canton de Berne



Andreas Aebi 26.11.1958, Dipl. agr Agriculteur, entrepreneur, 3 enfants, Alchenstorf



Adrian Amstutz 02.12.1953, Entrepreneur, 3 enfants, Sigriswil



Manfred Bühler 10.04.1979, Avocat, Cortébert



03.08.1976, Policière, thérapeute, 3 enfants, Bäriswil



**Erich Hess** 25.03.1981, Conducteur de camions, entrepreneur, Berne

Canton de Berne



Notic Bissen

Nadja Pieren 14.02.1980, Spécialiste de la conduite, Dipl. spécialiste de la petite enfance. Burgdorf



**Albert Rösti** 07.08.1967, Dr. ing. agr. ETH, Entrepreneur, 2 enfants. Uetendorf



Werner Salzmann 05.11.1962, Dipl. ing. agr. FH, Chef expert agricole, 4 enfants



Erich von Siebenthal
30.12.1958, Agriculteur de
montagne, Directeur de remontés
mécaniques 3 enfants Gstaad

#### Canton de Fribourg



**Pierre-André Page** 19.04.1960, Agriculteur, 3 enfants, Châtonnaye



Jean-François Rime 28.06.1950, Entrepreneur, 3 enfants. Bulle

#### Canton de Genève





Céline Amaudruz 15.03.1979, lic. iur. gestionnaire de fortune, Genève



Yves Nidegger 17.05.1957, Avocat, 5 enfants,

#### Canton des Grisons



**Heinz Brand** 06.09.1955, Juriste, Klostei



Magdalena Martulio-Blocher 13.08.1969, lic.oec., Entrepreneur, 3 enfants. Meilen

#### Canton de Lucerne



**Yvette Estermann** 26.02.1967, Médecin, 1 enfar Kriens



Franz Grüter 29.07.1963, Entrepreneur, 3 enfants. Eich



Felix Müri 22.01.1958, Entrepreneur, 4 enfants. Emmenbrücke

#### Canton de Nidwald





Peter Keller 22.04.1971,Lic. phil., Auteur/journaliste, Hergiswil

#### Canton de Schaffhouse



**Thomas Hurter** 01.11.1963, Pilote de ligne, 2 enfants, Schaffhausen

#### Canton de Saint Gall



**Toni Brunner** 23.08.1974, Agriculteur, Ebnat-Kappel



**Roland Rino Büchel** 08.10.1965, Sportmanager, Entrepreneur, 1 enfant, Oberriet



**Barbara Keller-Inhelder** 24.08.1968, Femme d'affaires, 2 enfants, Rapperswil-Jona



Thomas Müller 01.12.1952, lic. iur., Président de commune. 3 enfants. Rorschach



**Lukas Reimann** 18.09.1982, MLaw, Juriste, Wil

#### Canton de Soleure



**Christian Imark** 29.01.1982, Polymécanicien, Directeur des ventes, Fehren



**Walter Wobmann** 21.11.1957, Employé de commerce, Responsable des ventes, 3 enfants, Gretzenbach

#### Canton de Schwyz



Marcel Dettling 01.02.1981, Agriculteur, 3 enfants, Oberiberg



Pirmin Schwander 28.12.1961, Dr.oec.publ, Entrepreneur, 2 enfants, Lacher

#### Canton de Thurgovie



**Diana Gutjahr** 13.01.1984, Economiste,



Markus Hausammann 20.09.1964, Agriculteur, 4 enfants, Langrickenbach



**Verena Herzog** 07.02.1956, Puéricultrice/femme d'affaire, 3 enfants, Frauenfeld

Canton du Tessin

Lugano





#### Canton d'Uri



Beat Arnold 24.04.1978, Dipl. ing., Dipl. ingénierie de gestion, 1 enfant,

Schattdorf

Canton de Vaud



Michaël Buffat 27.09.1979, Responsable d'agence bancaire, Vuarrens

Alice Glauser-Zufferey

18.10.1954, Agricultrice

4 enfants, Champvent



**Jean-Pierre Grin** 16.03.1947, Agriculteur, 3 enfants Pomy



**Jacques Nicolet** 24.10.1965, Agriculteur, 4 enfants, Lignerolle

Canton du Valais



Jean-Luc Addor 22.04.1964, Avocat, 2 enfants,



**Franz Ruppen** 24.02.1971, Avocat et notaire, Naters

# Pour la Suisse...

#### Canton de Zoug



13.01.1979, lic. Oec. HSG Harvard MPA, Consultant, Baar

#### **Canton de Zurich**



**Hans Egloff** 27.11.1959, Avocat, Aesch



12.10.1961, Directeur de PME, Zürich



**Roger Köppel** 21.03.1965, Journaliste et rédacteur en chef de la Weltwoche, 3 enfants, Küsnacht



Thomas Matter 23.03.1966, Entrepreneur, 4 enfants, Zürich



Natalie Rickli 19.11.1976, Consultante en communication. Winterthur



**Gregor Rutz** 12.10.1972, lic. iur., Entrepreneur, Zürich



Jürg Stahl 16.01.1968, Pharmacien, Membre de la direction, 1 enfant, Brütten

#### Canton de Zurich



**Barbara Steine** 





Hans-Ueli Vogt privé, Zürich



**Bruno Walliser** 2 enfants Volketswil



Claudio Zanetti 16.06.1967, lic. iur., Consultant en

### ... au Conseil fédéral

#### 5 conseillers aux Etats

**Canton de Glaris** 



Werner Hösli 30.08.1961, Directeur d'EMS,

#### **Canton de Schaffhouse**



01.07.1956, Economiste de

#### **Canton de Schwyz**



11.12.1952, Entrepreneur,



22.12.1957, Relation-Manager,

#### **Canton de Thurgovie**



**Roland Eberle** 07.12.1953, Dipl.ing.agr.,

#### 2 conseillers fédéraux



09.11.1959, Chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des



01.12.1950, Chef du Département fédéral des finances, 6 enfants, Wernetshausen (ZH)

# dans les gouvernements cantonaux

#### 23 conseillers d'Etat

Canton d'Argovie



Alex Hürzeler 01.06.1965, Chef du département de la formation, de la culture et du sport, Oeschger

Franziska Roth 01.05.1964, Chef du département de la santé et du social,1 enfant,

#### Canton d'Appenzell Rhodes extérieures



Köbi Frei 06.03.1959, Chef du département des finances, 2 enfants,

#### Canton de Berne



**Christoph Neuhaus** iustice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. 1 enfant, Belp



Pierre-Alain Schnegg 13.12.1962, Chef de la direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, 4 enfants

Canton de Bâle Campagne



**Thomas Weber** 23.11.1961, Chef de la direction de la santé et de 'économie

#### **Canton de Glaris**



**Marianne Lienhard** 17.07.1968, Chef du départen de la santé et de l'intérieur. Elm

Canton de Lucerne



13.04.1956, Chef du départemen de la justice et de la sécurité

#### **Canton de Nidwald**



**Ueli Amstad** 19.02.1959, Chef de la direction de l'agriculture et de l'environnement, 3 enfants, Stans



25.02.1958, Chef de la direction de la formation, 2 enfants, Stans

**Canton de Saint Gall** 



Stefan Kölliker 09.09.1970, Chef du département de la formation, 3 enfants. Bronschhofen

#### **Canton de Schaffhouse**



Frnst Landolt 26.07.1953, Chef du département de l'économie, 3 enfants.



Cornelia Stamm Hurter (à partir de 1.4.2018) 08.11.1961, Chef du département des finances,



Andreas Rarraud 15.11.1957, Chef du département



de l'économie, 2 enfants, Bennau



21.05.1969, Chef du département de l'environnement, 3 enfants,



30.06.1976, Chef du département de la sécurité, Brunnen

#### **Canton de Thurgovie**



Monika Knill 12.03.1972, Chef du département de la formation et de la culture, 2 enfants, Alterswilen



des finances et du social,



2 enfants, Quinto



de la formation et de la culture,

Heinz Tännler 26.12.1972, Chef de la direction

10.05.1960, Chef de la direction des finances, 3 enfants, Zoug



Markus Kägi 25.02.1954, Président du Conseil d'Etat, chef de la direction des



20.04.1955, Chef de la direction des finances, 2 enfants, Wädenswil

# EDITION VAUDOISE

de l'Union Démocratique du Centre du canton de Vaud | www.udc-vaud.ch



# **Immigration et immigration** massive, la nuance

L'immigration que nous avons connue jusqu'au début de ce siècle répondait à des besoins de main-d'œuvre. De nombreuses personnes étrangères sont venues en Suisse dans un état d'esprit responsable, pour ailler et assumer les besoins de leur famille. Dans ce contexte, cette immigration fut généralement positive.

L'immigration que nous connaissons depuis le début des années 2000 est une immigration massive, ne tenant pas compte de nos capacités structurelles et c'est bien cette immigration excessive que l'UDC dénonce et que le peuple suisse a décidé de freiner lors du vote populaire du 9 février 2014.

Le canton de Vaud, troisième canton le plus peuplé derrière Zurich et Berne, atteindra et dépassera probablement les 800'000 habitants en 2018 avec la progression actuelle de l'ordre de 12'000 habitants supplémentaires par année, dont plus de 9'000 issus de l'immigration.

#### Bouchons et trains bondés

Alors que notre canton s'illustre régulièrement pour son dynamisme et sa prospérité économique, sa capacité d'innovation et sa santé financière, cette image enjolivée m'appelle à dissocier l'emballage du contenu. Marché du travail sous pression, infrastructures routières saturées, transports publics bondés, difficultés à se loger et à joindre les deux bouts sont souvent les réalités quotidiennes des Vaudois.

Avec près de 25'000 demandeurs d'emplois dans le canton, dont plus de 17'000 chômeurs, le marché du travail est sous pression. Bien que le recours à l'emploi frontalier représente moins de 8% des emplois, cette main-d'œuvre doit rester une main-d'œuvre complémentaire, elle ne doit pas passer avant la main-d'œuvre résidant en Suisse. Sachant que près d'un quart des demandeurs d'emplois sont âgés de moins de 30 ans et qu'une autre part de 25% représente les plus de 50 ans, il est impératif de privilégier l'emploi de la main-d'œuvre résidente et d'encourager l'emploi des jeunes en fin de formation tout comme l'emploi des plus de 50 ans, toujours plus nombreux sur le marché du travail.

#### Assurer nos emplois et notre qualité

gestion responsable de l'immigration contribuera à limiter la pression sur les emplois, sur le marché du logement, sur nos infrastructures routières et nos transports publics. Nous voulons assurer aux résidents de notre canton une qualité de vie durable, des entreprises prospères et responsables, des emplois sûrs, une fiscalité supportable et un niveau de sécurité

L'UDC, parti du peuple, s'engage pour la population vaudoise, en travaillant à garantir une immigration modérée, en fonction des besoins de notre canton et de ses réelles capacités d'accueil.

Rejoignez l'UDC dans son engagement pour un canton sûr, une Suisse indépendante, des foyers prospères, une école formatrice, une économique dynamique. Le bulletin d'adhésion à l'UDC qui se trouve juste à côté vous permet de faire le pas. N'hésitez pas à saisir cette occasion.

> Jacques Nicolet, conseiller national, président UDC Vaud, Lignerolle

#### **EDITORIAL**



Sous neuf plumes différentes, les pages vaudoises de cette EDITION SPECIALE vous permettront de découvrir les réalités et les préoccupations de nos citoyens aux quatre coins du canton. Notre parti se préoccupe des problèmes du quotidien et de la qualité de vie de notre population. La Direction de l'UDC Vaud vous souhaite une agréable lecture et nos meilleurs vœux de santé et bonheur pour cette année 2018.

> *Jacques Nicolet,* conseiller national, président UDC Vaud

#### Notre promesse électorale

- combattre le rattachement à l'UE et la reconnaissance de juges étrangers dans notre pays; **limiter l'immigration** pour empêcher une Suisse à 10 millions d'habitants afin de préserver la qualité de vie;
- combattre avec fermeté la criminalité et les abus qui sont commis contre nos lois et nos coutumes; préserver des impôts modérés et lutter contre les
- régulations étatiques pour sauvegarder l'emploi; encourager un système de formation adapté aux besoins de l'économie pour intéger nos jeunes dans le
- défendre une agriculture productrice et rémunéra trice qui propose des denrées de qualité et de proximité



#### Oui, je deviens membre de l'UDC!

#### Votre adhésion à l'UDC

Afin de devenir membre de l'Union démocratique du centre, renvoyez-nous le présent formulaire dûment rempli. Vous serez contacté par le responsable de la section régionale ou locale de notre parti.

Prénom:

Signature:

Adresse: NPA: Localité: .....

Téléphone: ..... E-mail: .....

Date de naissance: Profession:







Lucie Rochat, avec ses trois enfants, est une mère de famille dynamique qui allie famille, travail et engagement

# Qui sont les femmes UDC d'aujourd'hui?

Les réponses à cette question sont probablement aussi variées qu'il existe de profils féminins dans notre parti. Actives professionnellement, étudiantes, retraitées, mères, paysannes, ouvrières, artisanes... Si l'on prend la peine de s'intéresser un peu aux femmes UDC, on ne peut que constater la variété de leur parcours. C'est d'ailleurs ce qui fait la richesse et l'intérêt de l'UDC de n'être ni le parti des femmes ou des hommes, ni celui des patrons ou des ouvriers, ni celui des universitaires ou des artisans, mais bien le parti qui travaille à l'équilibre harmonieux de toutes ces forces de la population. Cela se retrouve dans la variété des profils de nos membres, y compris féminins.

Avant d'adhérer à l'UDC, je m'étais intéressée de très près à la condition féminine au sein de ce parti. J'y ai rencontré de nombreuses femmes partageant mes valeurs alors que jusque-là, j'avais souvent eu le sentiment d'être la seule à les partager.

### Oser apparaître sans complexe comme femme et comme UDC

Je suis une jeune femme, j'ai un parcours académique et je m'engage à l'UDC. Est-ce incompatible ? Ce type de profil n'est pas si rare en réalité, mais, il faut le reconnaître, si les femmes sont bien présentes à l'UDC, peu osent encore s'afficher et s'engager sur la scène politique. Ce qui n'est pas sans provoquer les railleries de nos opposants politiques : « Etre femme et UDC, c'est un peu comme être un poisson dans le désert. Vous y êtes les bienvenues mais après, débrouillezvous. »<sup>1</sup>

Et pourtant non! Car le 16 avril 2010, notre conseillère nationale Alice Glauser fondait l'association des Femmes UDC romandes. Cette association n'a pas d'autre but ni d'autre programme que ceux de l'UDC Suisse; elle permet simplement aux femmes UDC de se regrouper autour de thématiques qui leur sont chères et d'agir ensemble. Il ne s'agit pas de pousser à tout prix les femmes sur la scène politique, mais simplement d'encourager et d'aider celles qui en ont les compétences et qui le désirent. Il s'agit d'affirmer que les femmes UDC existent bel et bien, et aussi hors de leur cuisine.

### Mère de trois enfants, conciliant travail, famille et politique...

Car on a beau avoir de l'énergie à revendre, être mère, épouse, active professionnellement et désirer consacrer un peu de son temps à la politique n'est pas chose aisée. Je me rappelle avoir accepté, malgré une troisième grossesse qui arrivait à son terme et un emploi à 80%, de me lancer dans la course à la municipalité de Morges. Si

je repense avec amusement désormais à l'interview téléphonique consacrée à des journalistes pendant les premières contractions de l'accouchement, ou aux nombreux allaitements sur les stands UDC du marché de Morges, il me faut toutefois reconnaître que ces quelques mois n'ont pas toujours été faciles.

La femme de droite existe, et elle a son rôle à jouer dans l'équilibre politique de notre pays. A l'heure où ceux qui prétendent défendre la femme n'ont d'autres combats que ceux de l'égalité salariale et la création de places en crèche (certes nécessaires), limitant le profil féminin à son aspect professionnel, il est plus que jamais nécessaire de s'engager pour donner la place à toutes les femmes, quels que soient leurs parcours ou leurs besoins. La femme ne se réduit pas à une femme au foyer; mais elle ne se réduit pas non plus à une femme de carrière. La femme est multiple, ses besoins le sont aussi. Et il est temps qu'elle soit enfin vraiment libre de faire les choix qui lui semblent les plus adaptés à sa situation familiale, économique, professionnelle et psychologique.

L'Association des Femmes UDC romandes travaille à gagner en visibilité. Un nouveau départ sera donné lors de notre prochaine assemblée générale le 24 avril 2018 à 19h, au restaurant La Grange, rue du Casino 9 à Yverdon (renseignements : secretariat@udcvaud.ch, 021 806 32 90). Vous y êtes toutes bienvenues ; vos préoccupations sont les nôtres.

Lucie Rochat, secrétaire des Femmes UDC romandes, La Vallée de Joux <sup>1</sup> www.largeur.com, article du 10 avril 2016

# Céline Baux, députée aux racines agrariennes

Je suis née à Château-d'Oex, en 1968. Fille aînée d'une fratrie de 4 sœurs, nous avons été impliquées dans l'exploitation agricole dès notre enfance.

Notre papa transforma la ferme léguée par son père en une exploitation laitière moderne dotée des dernières technologies et étendit ses propriétés par l'acquisition d'alpages à la Lécherette.

Mon enfance, puis mon adolescence ont été bercées par les discussions sur le prix du lait, la défense des intérêts du métier de paysan, la vulgarisation agricole et bien entendu la politique, mon papa défendant les couleurs PAI, PAI-UDC, puis UDC au conseil communal.

A la fin de ma scolarité obligatoire, j'ai choisi d'entreprendre un apprentissage de dessinatrice géomètre mais à 19 ans, suite à un grave accident de moto qui m'a lourdement handicapé, j'ai dû suivre une rééducation afin de redevenir autonome. Avec le soutien de ma famille, de mes amis et de l'entreprise pour laquelle je travaillais, et travaille toujours, j'ai réussi à terminer mon apprentissage et obtenir mon CFC. Quelques voyages à l'étranger m'ont permis de découvrir le monde et rencontrer mon futur époux. De notre union sont nés deux enfants, Elisa et Mathew, maintenant adolescents.

#### Faire de la politique avec l'UDC a été une évidence

Tout naturellement, lorsque mon papa décida d'arrêter le Conseil communal, je me suis inscrite sur les listes du parti UDC. Il était évident que le chemin était tout tracé mais je ne le suivais pas aveuglement. Pour moi, l'UDC représentait les valeurs qui m'étaient et me sont toujours chères : la famille, la prise de responsabilité personnelle, l'attachement à la terre, à ma région, à mon pays.

Et ces valeurs animent les femmes des régions rurales, de milieu agricole ou pas, elles élèvent leurs enfants, secondent leur époux et/ou travaillent à temps partiel, organisent la vie de tous les jours et s'engagent en politique, dans les sociétés locales, ou par des activités bénévoles.

Par ma profession dans le secteur du bâtiment, étant également active dans les milieux touristiques, je connais les difficultés et défis des régions de montagne, et mon envie de représenter le sous-arrondissement du Pays d'Enhaut au sein du législatif cantonal me poussa à entrer en campagne lors des dernières élections cantonales. La population me donna sa confiance et je siège maintenant au Parlement vaudois.

Au niveau de l'exécutif de la commune de Château-d'Oex, la seule femme, Mary-Josée Rossier, membre de l'UDC a rejoint Stéphane Henchoz, municipal UDC depuis 2011. Quant au niveau du législatif, le parti UDC est représenté par 4 conseillères communales et 13 conseillers communaux. Les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux, et ceci malgré un soutien du parti, une mise en avant de nos capacités et une totale égalité de traitement.

#### Trois femmes UDC aux postes clés dans notre région

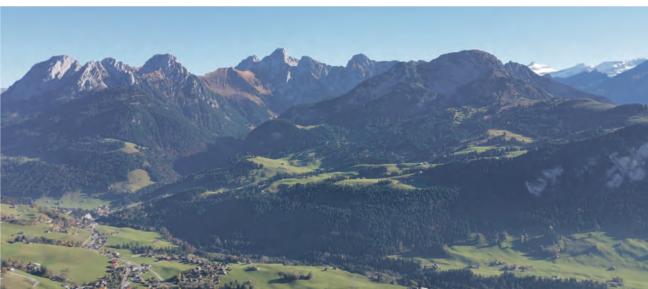
Cette année est à marquer d'une pierre blanche pour le parti UDC Pays d'Enhaut : Sonia Ludi, 1ère citoyenne et Présidente du Conseil communal de Château-d'Oex, Céline Baux, députée et Mary-Josée Rossier, municipale, soit une agricultrice-enseignante et deux femmes aux racines agrariennes défendent la politique agricole, les valeurs et les traditions du Pays d'Enhaut afin que cette région perdure dans l'économie régionale de montagne.

Les femmes des régions rurales doivent se mettre en avant, elles ont leur place aux niveaux communal, cantonal ou fédéral, mais cela demande un investissement de temps qu'il n'est pas toujours facile de trouver.

Ouvrir la voie à la jeune génération de femmes affichant les valeurs de bon sens terrien, les voir s'investir avec succès et dans la satisfaction d'œuvrer pour l'avenir de nos enfants, tel est mon leitmotiv!



Céline Baux. députée, Pays d'Enhaut



Terre vivante de traditions, le Pays d'Enhaut a su donner sa chance aux femmes engagées à l'UDC, comme Céline Baux.

### Les Suissesses ne votent pas assez UDC

Au cours des dernières années, les femmes se sont davantage impliquées dans la vie politique et plusieurs d'entre elles assument des fonctions importantes.

Malheureusement, peu de femmes osent porter notre couleur politique alors que l'UDC défend des positions cruciales pour la cause des femmes, comme la sécurité dans l'espace public ou la liberté vestimentaire. En tant que vice-présidente de l'UDC Vaud et jeune trentenaire active dans le monde des réseaux sociaux internet, j'ai pu remarquer que les femmes de nos campagnes se sentent généralement plus à l'aise avec notre parti que les femmes urbaines. Afin de développer leur intérêt pour les valeurs de l'UDC, il est nécessaire qu'elles prennent conscience que le thème de leur sécurité au sein des villes ne peut être garanti que par une politique dure mais juste. La répression est indispensable pour

que le harcèlement de rue – dont nous sommes parfois les victimes – cesse. Les femmes doivent se sentir en sécurité lorsqu'elles sortent sur la voie publique.

### L'UDC exige des conditions cadres favorables à la sécurité des femmes

En tant que membre de la Direction du part, je travaille à créer les conditions cadres qui garantiront un contexte favorable pour que les femmes puissent allier vie privée et vie professionnelle dans un milieu sûr et prospère.

Malheureusement, je me rends compte que l'appartenance à notre parti est déconsidérée dans les villes. Dans les villes, souvent dirigées par les partis de gauche, il arrive que les femmes qui se soucient de vivre libres dans un pays sûr soient dénigrées par des propos blessants de la part de personnes politiquement correctes. Cette animosité ambiante tend à réduire au silence des femmes dont les revendications sont pourtant utiles et réalistes. N'est-ce pas le comble ? Les partis qui se prétendent être les apôtres de la cause des femmes font preuve d'une réelle hostilité contre celles d'entre nous qui ne pensent pas comme eux.

# Si tu ne te préoccupes pas de ta sécurité, les autres s'en préoccuperont pour toi...

Ces préoccupations de beaucoup

d'entre nous ne sont pas prises au sérieuses par les autorités politiques en place. Plusieurs partis nient même qu'il existe une insécurité dont les femmes, les plus jeunes en particulier, sont les principales victimes. Dans les partis qui se préoccupent de sécurité, c'est-à-dire principalement l'UDC, la réalité vécue par les femmes n'est pas encore suffisamment défendue.

Les Suissesses ne votent pas assez UDC. Il est temps que cela change.



Jennifer Badoux, vice-présidente UDC Vaud, Aigle



# La qualité de vie menacée ?

Depuis les années 2000, notre canton accueille chaque année 12'000 personnes supplémentaires sur son territoire, ce qui représente l'équivalent de la ville de La Tour-de-Peilz.

A cette immigration nette, il faut ajouter les près de 30'000 frontaliers qui, chaque jour, viennent travailler dans le canton de Vaud. Nous vivons à l'heure de la démesure avec une démographie incontrôlée, quel canton allons-nous laisser à nos enfants? Notre identité ne se limite pas au PIB, elle est d'abord constituée du peuple qui y vit et son héritage historique.

Dans la commune de Blonay, celle dans laquelle je vis, nous sommes passés d'un village de 3'000 habitants au début des années 1980 à plus de 6'100 habitants en 2017. Tout a crû: la population, le trafic, le bétonnage, les problèmes sociaux, les problèmes sécuritaires et j'en passe. Une seule chose n'a pas crû: le territoire communal. Nous sommes de plus en plus nombreux sur un territoire qui, lui, n'a pas bougé. Défendre la qualité de vie des Vaudoises et des Vaudois, voilà la principale vocation de l'UDC.

En plus des enjeux propres aux problèmes de la densification et de l'immigration, l'UDC est également soucieuse de la façon dont l'argent des contribuables est dépensé par les pouvoirs publics.

En tant que conseiller communal à Blonay, je lutte contre le gaspillage de l'argent public et je me rappelle que les pouvoirs publics ne génèrent pas d'argent mais en prélèvent auprès des habitants qui, eux, en gagnent grâce à

#### Qui paie, commande!

En particulier, il faut lutter contre cette tendance qu'a le Conseil d'Etat vaudois, majoritairement socialiste, à reporter ses charges sur les communes. Ces dernières n'ont pas leur mot à dire mais doivent payer la note. Cette méthode permet donc à certains élus de financer leur boulimie dépensière grâce à l'argent des autres.

Par exemple, à Blonay, seuls 10% des charges sont contrôlées directement par la commune. Cela veut dire que 90% des charges sont des reports décidés par le Canton. A elle seule, la « facture sociale », qui dépend entièrement de la volonté du Canton, représente 23% des charges du budget communal, soit un peu plus de 9 millions sur un budget d'environ 38 millions. Cet argent des contribuables blonaysans quitte la commune pour financer une politique sociale démesurée, sur laquelle les habitants de Blonay n'ont rien à dire.

Nous nous engageons à défendre le porte-monnaie du citoyen en nous opposant aux augmentations d'impôts. Si nous voulons garder encore des surfaces vertes, une qualité de vie avec des perspectives pour les générations futures, nous devons reprendre la main et stopper immédiatement cette fuite en avant sans réflexion sur notre avenir.



Romain Belotti, président UDC Blonay, conseiller communal, Blonay



Les bouchons routiers et les trains congestionnés sont la conséquence d'une politique migratoire subie et démesurée

« La pierre n'a point d'espoir d'être autre chose qu'une pierre. Mais, de collaborer, elle s'assemble et devient temple » (St Exupéry).



Collaborer, c'est construire : la réussite passe forcément par une fédération des idées et des intelligences. C'est la vocation de l'UDC dans chaque commune.

Thierry Dubois Docteur en médecine, vice-président UDC Vaud Député

# Elisez des UDC si vous voulez vraiment améliorer le pays



Le Conseil d'Etat prévoit un million d'habitants dans le canton de Vaud d'ici 2030, au mépris de la qualité de vie des Vaudoises et des Vaudois.

Le plus grand parti de Suisse? C'est le parti de ceux qui s'abstiennent. Croire que les UDC sont moins nombreux que les autres à Lausanne est un leurre. Ils sont moins disciplinés. En tant qu'élue, cela donne envie de secouer ses électeurs : en face, nul n'oubliera de mettre toute la liste dans l'urne, les yeux fermés, sans chipoter.

Nous, nous composons avec les électeurs dilettantes. Gâtez-nous, chers électeurs, votez toute la liste quand le moment viendra! Nul ne trouve un parti qui lui correspond à 100% mais si vous adhérez à quelquesunes de ces assertions, il ne faudra pas égarer l'enveloppe lors des prochaines élections.

#### Pour changer les choses, voter UDC

Voter UDC, c'est refuser que la population croisse de 30'000 personnes à Lausanne et de 190'000 sur Vaud d'ici 2032. Parler de préservation des ressources avec une telle croissance est une tromperie. L'environnement n'a que faire des effets de langage. Maîtriser l'immigration est essentiel dans les faits.

Voter UDC, c'est dénoncer un système qui, sous prétexte de libre circulation,

permet à des personnes de venir prendre la place de nos personnes fragiles qui veulent travailler, nos personnes âgées qui coûtent trop cher, de nos jeunes sans assez d'expérience.

Voter UDC, c'est exclure que la Ville et le Canton engagent des étrangers ou des frontaliers à la place du personnel local alors que les demandeurs d'emploi sont 198'000 dans notre pays.

Voter UDC, c'est s'opposer à la mendicité qui anéantit certains commerces, génère un sentiment d'insécurité et à certains étrangers qui viennent cambrioler sans risques.

Voter UDC, c'est être révolté que des personnes à l'assistance sociale qui réclament la naturalisation vivent mieux que des travailleurs aux conditions de vie modestes et humbles.

Voter UDC, c'est ne jamais accepter les dealers. L'offre pléthorique ouverte et impunie encourage les consommateurs.

Voter UDC, c'est rire jaune quand les autorités veulent des caméras dans un cimetière mais pas dans la rue.

Voilà pourquoi, chers électeurs UDC, il est décisif que vous soyez à chaque fois au rendez-vous des urnes et que vous glissiez le bulletin UDC. Pour préserver notre pays chaque voix compte et la vôtre est précieuse.



Anita Messere, présidente UDC Lausanne, conseillère communale, Lausanne

### Lutter contre l'exode rural afin de garder des villages jeunes et dynamiques

Il y a quelques semaines, la presse révélait que certaines communes en Suisse luttaient contre l'exode rural en rétribuant financièrement les nouveaux habitants afin de rendre leurs villages attractifs. La Vallée de Joux n'en est pas réduite à cette extrémité mais sa situation doit susciter – comme dans passablement de villages – une prise de conscience de nos autorités politiques.

L'économie, principalement horlogère, de la Vallée de Joux représente 10% du PIB vaudois alors que la population résidente représente moins de 1% de l'ensemble du canton. Les spécificités de notre industrie régionale ont pour conséquence d'attirer une importante main-d'œuvre frontalière. Notre région est l'une des plus concernées de notre canton par les frontaliers. Ils sont près de 4'500, ce qui représente le 60% des emplois de notre région.

Les variations des ventes du secteur horloger peuvent créer un chômage temporaire et ces effets ont des conséquences sur les petites entreprises de notre région. Cette instabilité n'est pas sans conséquence sur l'attractivité de notre région auprès de ses jeunes travailleurs.

Les jeunes quittent la Vallée de Joux et ce déficit est comblé par une main d'œuvre frontalière

Malheureusement, beaucoup désertent notre région et perdent le savoir-faire propre à nos métiers ancestraux. La présence massive de frontaliers et les bas salaires ne permettent pas de rendre notre vallée suffisamment attractive. De plus, nous subissons également les impacts de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT). L'absence de grands terrains industriels disponibles constitue un frein à notre croissance.

La Vallée de Joux subit un exode rural aux perspectives inquiétantes. Sa jeunesse se dirige vers Lausanne, Genève, Yverdon-les-Bains et d'autres villes. Des talents s'envolent, la population vieillit et se renouvelle peu. La région se meurt petit à petit.

Lorsque j'ai réfléchi aux enjeux de ma région, j'ai eu la conviction qu'il fallait lutter contre cet exode. L'UDC incarne ce combat en faveur des régions rurales et périphériques. Notre parti lutte contre l'exode rural et défend le droit des régions rurales à conserver leur qualité de vie, leur prospérité et leurs perspectives d'avenir. Le développement des régions rurales diminuerait l'engorgement des grandes artères et redonnerait leurs lettres de noblesse aux campagnes.



Claude Reymond, secrétaire UDC La Vallée de Joux, L'Abbaye

# « Oui, comme tout le monde, j'attends mon tour à la boulangerie »

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, Guy Parmelin dirige le Département de la défense, de la protection et de la population. Son élection au Conseil fédéral a permis au canton de Vaud d'y être à nouveau représenté après près de deux décennies d'absence. Pour le journal de l'UDC EDITION SPECIALE, Guy Parmelin se livre de manière authentique et personnelle. Un entretien avec Kevin Grangier.

Les conseillers fédéraux vaudois
Constant Fornerod, Victor Ruffy, Paul
Ceresole, Eugène Ruffy, Camille
Decoppet, Paul Chaudet, GeorgesAndré Chevallaz, Jean-Pascal Delamuraz ont tous été les chefs du Département militaire fédéral, soit l'ancêtre du
DDPS, le département que vous
dirigez. Sans parler du général Guisan,
il semble bien que les Vaudois soient
prédestinés à diriger l'armée. Peut-on
dire qu'il existe un lien particulier entre
l'armée suisse et les Vaudois ?

C'est vrai qu'à Berne on a parfois tendance à oublier l'histoire vaudoise – et donc romande – du département de la Défense. La personnalité du chef de département compte pour beaucoup dans la façon de conduire un dicastère. Je me plais à penser que j'apporte une manière très personnelle de diriger le DDPS d'aujourd'hui.

Remontons le temps jusque dans les années 1990, vous obtenez votre premier mandat politique en 1993 en entrant au Conseil général de Bursins. Qu'est-ce qui vous a décidé à entrer en politique ?

L'envie de m'engager, de défendre mes idées et de faire passer des messages qui me semblaient important. Nous avons besoin de personnalités proches du terrain, qui connaissent les réalités locales et qui s'engagent en faveur des intérêts de la communauté. C'est d'ailleurs ce que permet à merveille notre système de milice : un parlementaire présent à Berne reste ancré dans sa région et « monte » à la capitale pour défendre les positions de son parti et de sa région. Aujourd'hui, en tant que conseiller fédéral, c'est un peu différent puisque je défends la Suisse dans son ensemble.

Vous avez dû faire le choix de vous porter candidat sur une liste électorale et vous avez choisi l'UDC. Pourquoi l'UDC et pas un autre parti?

C'est une histoire de famille puisque mon père était lui-même membre de l'UDC. Et je m'y suis également retrouvé: pour moi l'UDC est le parti qui représente le mieux mes valeurs, qui comprend et défend les intérêts des gens et de notre pays. En tant qu'agriculteur-viticulteur à Bursins, je me suis retrouvé dans les positions de ce parti politique, les mêmes que j'ai ensuite représentées au Parlement vaudois, puis au Conseil national à Berne, avant d'être élu au Conseil fédéral en tant que membre d'un gouvernement collégial.

En 1994, pour une seule voix d'écart, vous entrez au Grand Conseil pour représenter le cercle électoral de Rolle. Les années 1990 ont été des années marquées par la crise. En tant que jeune député, comment avez-vous vécu cette décennie difficile ?

Plus la situation est difficile, plus notre engagement de politicien est important. Notre responsabilité à l'époque était de sortir le canton de la crise, de parvenir à des compromis, de trouver des solutions concrètes et pragmatiques. Il s'agissait de retrouver une marge de manœuvre financière pour pouvoir investir dans le futur. La période était tendue, mais elle a donné tout son sens à mon engagement politique. Je peux même dire aujourd'hui que les difficultés de l'époque ont aiguisé mon sens politique et m'ont permis d'arriver là où je suis aujourd'hui.

En 2003, l'UDC romande fait un carton aux élections fédérales. Vous êtes élu le même jour que Jean-François Rime, Yvan Perrin ou encore Oskar Freysinger. Comment expliquez-vous que l'UDC ait soudainement connu un tel succès en Suisse romande?

Nous avons effectivement « surfé » sur la vague UDC de 2003. C'est aussi la preuve que les bonnes idées sont communicatives! L'UDC a montré cette année-là aux citoyens romands qu'elle comprenait aussi les « Welsches » comme le disent nos voisins suisses-alémaniques. Et qu'elle s'engageait pour défendre les intérêts des citoyens

de Zurich à Genève, sans distinction.

Chaque conseiller fédéral amène en quelque sorte la sensibilité de son canton au sein du gouvernement. Comment est-ce que vous pensez représenter la sensibilité vaudoise au sein du Conseil fédéral ?

Je pense qu'il y a plus un style « Parmelin » qu'un style purement romand ou vaudois. Je défends mes dossiers à l'image de mon caractère : de manière posée et pragmatique. Pour cela, je me suis entouré d'une équipe de collaborateurs engagés, en qui j'ai une totale confiance. Tout le monde doit tirer à la même corde et viser rien moins que l'intérêt du pays.

Dans de nombreux pays, les ministres font l'objet de mesures de sécurité qui les éloignent des gens mais ce n'est pas le cas en Suisse. Cela veut-il dire que l'on peut boire son café dans un restaurant assis à côté de vous ou alors faire la file aux caisses d'un supermarché juste devant vous ?

Oui, comme tout le monde, j'attends mon tour à la boulangerie. En fait, lorsque je le peux, je me rends à pied au travail - ce qui me permet de faire une balade de 15 minutes à l'air frais avant d'enchaîner les séances et les déplacements de la journée. Je mange aussi parfois au restaurant à midi avec des membres de mon équipe. C'est une qualité typiquement suisse que d'avoir la liberté de faire des choses « normales » en toute simplicité. Cette valeur doit à tout prix être préservée. Cela me permet aussi de rencontrer des gens, de partager quelques remarques et idées avec eux, de prendre le pouls de la population, c'est impor-

Avant d'accéder au Conseil fédéral, vous exploitiez un domaine vinicole. Est-ce que ça vous arrive encore de faire un tour dans vos vignes ou même de vendanger ?

Je n'ai malheureusement plus le temps de participer aux vendanges. Mais j'aime bien me balader et voir l'avancée des récoltes, les weekends, lorsque je rentre chez moi à Bursins. Ce domaine est une histoire de famille. Et même si j'ai définitivement tourné la page, il m'arrive parfois de donner quelques conseils à mon frère qui a repris l'exploitation après mon élection.

En 2002, en tant que président de l'UDC Vaud, vous avez contribué à la fondation de la section des Jeunes UDC Vaud et, en 2015, la liste électorale des Jeunes UDC Vaud a obtenu plus de 71'000 suffrages dans tout le canton, soit un meilleur résultat électoral que les résultats cumulés par toutes les autres jeunesses de parti. Aviez-vous ressenti en 2002 qu'il y



Vaud entre 2000 et 2004.

avait l'envie et le besoin, dans la jeune génération, de pouvoir s'engager au sein d'une section Jeunes UDC?

A l'époque, honnêtement, j'ai hésité à soutenir la création de cette section « jeunes ». Pour moi, des valeurs identiques nous réunissaient et il était dommage de nous distinguer entre des listes « jeunes », « seniors », « femmes » ou « hommes ». Finalement, j'ai constaté un tel engouement des jeunes à vouloir créer leur propre section que je me suis laissé convaincre. Et je ne le regrette pas vu la dynamique actuelle des jeunes UDC.

Si un jour un jeune vient vous trouver et vous demander conseil pour s'investir en politique, que lui diriezvous?

Qu'il est important de s'engager. Car personne d'autre ne défendra mieux nos idées et nos intérêts que nous-mêmes. Que nous avons aujourd'hui besoin d'une nouvelle génération capable de défendre nos intérêts – et donc les siens! – dans le futur.

Dans le canton de Vaud, comme ailleurs, beaucoup de jeunes s'interrogent sur le sens de devoir accomplir un service militaire. En tant que chef du DDPS, qu'avez-vous envie de répondre à un jeune qui vous interpelle sur le sens du service militaire ?

L'obligation de servir fait partie de notre Constitution. C'est une question de solidarité. C'est aussi, en quelque sorte, notre ADN suisse. Surtout : au vu de la situation internationale actuelle et des nouvelles menaces (terrorisme/cyberattaques) nous avons plus que jamais besoin de citoyens engagés et motivés. Le service militaire d'aujourd'hui est aussi plus attractif : il propose des équivalences entre l'école de recrue, les cours de répétition et les études académiques. L'armée offre de nombreuses possibilités de formations intéressantes. Il est important de se renseigner avant de juger.

Finissons notre entretien avec un peu d'imagination. Le monde de 2050, il ressemble à quoi selon vous ?

Les évolutions technologiques sont si foudroyantes qu'il est difficile de répondre à cette question. Sans vouloir jouer l'oiseau de mauvais augure, le monde de 2050 sera très probablement moins sûr. Il penchera aussi nettement vers l'Asie d'où vient déjà le plus grand dynamisme.

#### Et la Suisse ?

Si elle sait anticiper les évolutions qui se dessinent, je suis persuadé que la Suisse peut envisager l'avenir avec une certaine sérénité. Quand je parle d'évolutions, je pense en particulier aux défis que posent le vieillissement de la population, le financement des assurances sociales, mais aussi les nouvelles technologies et les risques en matière de sécurité.

#### Et le canton de Vaud ?

Le canton de Vaud a su trouver les clés pour sortir de la crise des années 1990-2000. Il dispose de toutes les cartes pour affronter ces mêmes défis. A lui de bien les jouer et d'éviter de tomber dans le piège de la facilité. Rien n'est définitivement acquis.



Guy Parmelin a ses bureaux dans l'aile est du Palais fédéral, celui dédié au DDPS.

# L'UDC au Conseil fédéral



Guy Parmelin

Né le 9 novembre 1959

Marié

Originaire de Bursins (VD)

**Conseiller fédéral depuis 2015** 

Chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) Guy Parmelin a été élu au Conseil fédéral en tant que deuxième conseiller fédéral UDC lors des élections générales au gouvernement de 2015. Dernier élu au Conseil fédéral, il a hérité du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) des mains d'Ueli Maurer.

Guy Parmelin a obtenu un succès politique déjà durant sa première année de fonction en gagnant la votation concernant la loi sur le service de renseignement qui répond à l'accroissement de la menace terroriste. Parallèlement, il a entamé le développement de la défense aérienne basée au sol et préparé la voie au renouvellement de la flotte des avions de combat F/A-18. Guy Parmelin entend également adapter la défense nationale aux nouvelles formes de menace cybernétique. Les premiers jalons ont d'ores et déjà été posés à cet effet. Avec l'arrivée de Guy Parmelin au Conseil fédéral, le gouvernement suisse a bénéficié d'une voix critique supplémentaire face aux options prises en politique d'asile et la migration ainsi qu'en politique européenne.

Jusqu'à son élection au Conseil fédéral, Guy Parmelin exploitait avec son frère la ferme familiale à Bursins dans le canton de Vaud. L'un de ses traits de caractère les plus appréciables est de ne jamais perdre son humour même face à l'adversité. Ueli Maurer a été élu au Conseil fédéral le 10 décembre 2008 et il a dirigé jusqu'à fin 2015 le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). C'est surtout grâce à lui que le constant démantèlement de l'armée a été stoppé et que la défense nationale reçoit enfin les moyens dont elle a besoin. Comme responsable du DDPS, Ueli Maurer a donné un signal fort en faveur d'une Suisse capable de se défendre.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, Ueli Maurer a pris la tête du Département fédéral des finances (DFF). A peine entré en fonction, il a poursuivi son combat pour une Suisse forte et souveraine. Il a défendu avec vigueur la place bancaire et financière suisse contre des attaques étrangères et renforcé ainsi la compétitivité de la Suisse. Chaque habitant de ce pays en profite.

Après un apprentissage d'employé de commerce, Ueli Maurer a dirigé une coopérative agricole. Jusqu'à son élection au Conseil fédéral, il était directeur de l'Union des paysans du canton de Zurich. En dehors de son contexte professionnel, Ueli Maurer est connu non seulement pour se rendre régulièrement à bicyclette à son travail, mais aussi pour apprécier les plaisirs de la table.



**Ueli Maurer** 

Né le 1<sup>er</sup> décembre 1950

Marié

6 enfants (nés entre 1978–1997)

Originaire d'Adelboden (BE) et de Hinwil (ZH)

Conseiller fédéral depuis 2009 Chef du Département fédéral des finances (DFF)





Le ministre des sports avec l'équipe suisse d'unihockey après la première victoire de celle-ci contre la Suède à Kirchberg.



Ministre des finances averti, le conseiller fédéral Ueli Maurer est un orateur très demandé.



Son entrée au gouvernement fédéral n'a pas modifié le profond attachement d'Ueli Maurer à sa patrie et au

Q	

### Je m'engage pour une Suisse libre, indépendante et souveraine.

Je veux devenir membre de l'UDC dans ma commune de domicile/dans mon district/dans ma région L'adhésion à un parti politique est comparable à l'adhésion à une association.						
Veuillez m'envoyer le programme politique de l'UDC Suisse.						
J'aimerais être informé sur l'actualité de l'UDC, ses communiqués de presse et ses articles. Merci de m'envoyer des newsletter à mon adresse courriel.						
Je soutiens l'UDC et je verse un don de francs sur le CCP 30-8828-5 ou sur le compte IBAN CH83 0023 5235 8557 0001 Y.						
Veuillez m'envoyer un bulletin de <b>versement</b> de l'UDC Suisse.						
Je soutiens l'initiative populaire pour une immigration modérée.  Veuillez m'envoyer listes de signatures						

Nom/Prénom	 	 	 	
Rue		 	 	
NPA/Lieu	 	 	 	
Téléphone	 	 	 	
Courriel	 	 	 	
Date/Signature				

